



Récit collectif de la transition sociale et écologique

Raconter des histoires à partir de propos citoyens

Version préliminaire



Contributions de la Chaire de recherche UQAM sur la transition écologique n° 19

— Version préliminaire —

Contenu

Participants et participantes aux ateliers de coconstruction du récit collectif de la transition sociale et écologique

Rédaction

Camille Butzbach, agente de recherche, Chaire de recherche sur la transition écologique

Mathilde Manon, doctorante en études urbaines, UQAM

René Audet, professeur au Département de stratégie, responsabilité sociale et environnementale de l'UQAM et titulaire de la Chaire de recherche sur la transition écologique

Illustrations

Dorothée de Collason (Do2Co)

Comité de pilotage

René Audet (Chaire de recherche sur la transition écologique), Camille Butzbach (Chaire de recherche sur la transition écologique), Wissam Yassine (Solon), Bertrand Fouss (Solon), Chloé Dodinot (Solon), Mélanie Pelletier (Service aux collectivités de l'UQAM), Jonathan Durand-Folco (Université Saint-Paul), Solen Martin-Déry (TIESS), Émilien Gruet (TIESS), Mathilde Manon (membre Chaire), Simon Thibodeau (membre Solon)

Graphisme, mise en page et révision linguistique

Éliane Brisebois, coordonnatrice et agente de recherche à la Chaire de recherche sur la transition écologique

Financement

Ministère de l'Économie et de l'Innovation du Québec (programme de soutien aux organismes de recherche et d'innovation, volet 2)

Ministère de l'Enseignement supérieur (Fonds des services aux collectivités)

Service aux collectivités de l'Université du Québec à Montréal, Programme de dégrèvement d'enseignement aux fins de formation et d'accompagnement

Remerciements

Les membres du comité désirent remercier les citoyens et citoyennes qui ont participé aux différentes activités organisées tout au long de la démarche de coconstruction du récit collectif de la transition sociale et écologique, dont les propos sont au cœur de cette publication, ainsi que le groupe des Transitionnaires (Alte Coop, AU/Lab – Jardins collectifs, le Centre d'écologie urbaine de Montréal, la Coop Carbone, les Cyclistes solidaires, l'Éco-quartier de Rosemont–La Petite-Patrie, La Remise, La Transformerie, Miel Montréal, Nature Action, Récolte) pour leur importante contribution.

CHAIRE de recherche
sur la transition
écologique
ESG UQAM

 Solon

 **tiess**
TERRITOIRES INNOVANTS
EN ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE
LIAISON ET TRANSFERT

UQAM | **Service aux collectivités**
Université du Québec à Montréal

Québec 

Table des matières

Introduction	5
Subvenir aux besoins essentiels	6
Définition	6
Ce qu'on déconstruit	6
Ce à quoi on aspire	6
Comment on s'y rend	7
Liens sociaux et communauté	10
Définition	10
Ce qu'on déconstruit	10
Ce à quoi on aspire	11
Comment on s'y rend	11
Apprentissages et partage des connaissances	13
Définition	13
Ce qu'on déconstruit	13
Ce à quoi on aspire	13
Comment on s'y rend	14
Collaboration et coopération	16
Définition	16
Ce qu'on déconstruit	16
Ce à quoi on aspire	17
Comment on s'y rend	17
Solidarité	20
Définition	20
Ce qu'on déconstruit	20
Ce à quoi on aspire	21
Comment on s'y rend	21
Territoire	24
Définition	24
Ce qu'on déconstruit	24
Ce à quoi on aspire	24
Comment on s'y rend	25

Société post-croissance	28
Définition	28
Ce qu'on déconstruit	28
Ce à quoi on aspire	29
Comment on s'y rend	29
Communs	33
Définition	33
Ce qu'on déconstruit	33
Ce à quoi on aspire	34
Comment on s'y rend	34
Action collective pour le changement	37
Définition	37
Ce qu'on déconstruit	37
Ce à quoi on aspire	38
Comment on s'y rend	38
Réorganisation du travail	41
Définition	41
Ce qu'on déconstruit	41
Ce à quoi on aspire	42
Comment on s'y rend	43
Action politique citoyenne	45
Définition	45
Ce qu'on déconstruit	45
Ce à quoi on aspire	46
Comment on s'y rend	46
Décolonisation et inclusion	49
Définition	49
Ce qu'on déconstruit	49
Ce à quoi on aspire	50
Comment on s'y rend	50

Introduction

En 2019, la Chaire de recherche sur la transition écologique, Solon et le TIESS (Territoires innovants en économie sociale et solidaire) se rassemblent autour d'un projet de coconstruction d'un récit collectif de la transition sociale et écologique devant mobiliser les résident·e·s de l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie. Notre intérêt pour les récits repose sur l'idée qu'un travail collectif sur les imaginaires peut donner une prise aux citoyen·ne·s et aux groupes sur la transformation de la société. Les récits, en effet, sont des repères symboliques que les membres d'une société partagent et qui leur permettent de donner un sens au monde en général, et à leurs propres actions en particulier. Mettre la transition sociale et écologique en récit nous apparaissait alors comme un moyen original de mobiliser les citoyen·ne·s autour d'une démarche concrète qui porterait elle-même ses fruits en inspirant de nouveaux projets.

Dès la fin de l'année, un comité de pilotage composé de membres de ces trois organisations et d'autres protagonistes fut donc mis sur pied afin de réfléchir à la démarche à mettre en place et à la forme que prendrait le récit. Sous l'impulsion du comité, quatre ateliers participatifs ont eu lieu entre janvier et juin 2020, pendant lesquels les participant·e·s ont pu s'inspirer, réfléchir, discuter, rêver et imaginer autour de visions nouvelles et des différents chemins pour y arriver. Chacun de ces ateliers a porté sur une thématique différente : le rapport au temps, la réappropriation de l'économie, la résilience et la justice sociale. Au cours de ces ateliers, le comité de pilotage a collecté de nombreuses données : les mots et les écrits des participant·e·s, leurs dessins et leurs créations, les notes qui ont été prises lors des différentes activités. Toutes ces données ont été triées, catégorisées, puis analysées, pour être transformées en ce que nous avons appelé des briques de sens, ou unités de sens².

Ces briques — il y en a 12 au total — sont des morceaux du récit; elles racontent différentes histoires sous différentes formes. Elles peuvent être prises individuellement ou collectivement, dans n'importe

quel ordre, afin de raconter l'histoire de la transition sociale et écologique dans les milieux de vie. Leur matière première est donc la parole des participant·e·s aux ateliers, sans qui nous n'aurions pu écrire ces morceaux d'histoire. À cette parole s'ajoutent les interventions expertes du groupe des Transitionnaires, des organisations locales de Rosemont–La Petite-Patrie qui ont particulièrement contribué à rendre le récit plus ancré dans des exemples et des projets concrets. Enfin, le texte serait moins pittoresque sans les fabuleuses illustrations qui accompagnent les briques de sens.

Chacune des 12 briques du récit collectif de la transition sociale et écologique est constituée de quatre sections : une définition du thème, une réflexion critique sur ce thème (ce que l'on déconstruit), une visions de nos aspirations collectives, et enfin, une dernière rubrique sur les façons de s'y rendre.

Le récit collectif de la transition sociale et écologique est aussi une invitation : que ce soit par le texte ou les dessins, il est là pour porter et inspirer un nouveau monde. Il faut s'en servir pour raconter des histoires, chanter, danser et jouer. Car c'est de ces façons que l'on peut collectivement et sereinement vivre la transition sociale et écologique.

² La méthodologie de coconstruction du récit et les apprentissages effectués au cours de la démarche sont présentés dans le numéro 20 (à paraître) des Contributions de la Chaire de recherche UQAM sur la transition écologique (voir <https://chairetransition.esg.uqam.ca/contributions-de-chaire/>).

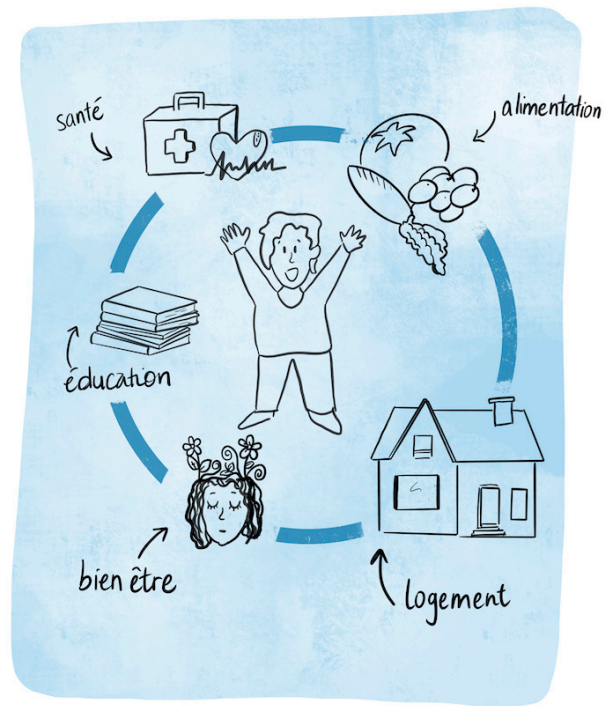
Subvenir aux besoins essentiels

Définition

Nous entendons par besoins essentiels tout ce qui garantit une bonne qualité de vie. Lors des quatre activités de coconstruction du récit, nous avons particulièrement insisté sur l'alimentation, le droit au logement, la santé, l'accès à l'éducation et le bien-être.

Ce qu'on déconstruit

L'accumulation de capital (argent, possessions matérielles, etc.) est à la base de notre système économique et est considérée comme l'unique moyen de subvenir aux besoins essentiels. Cette dépendance matérielle et mentale à l'argent fait peser une crainte pour notre qualité de vie. Cela pousse plusieurs d'entre nous à faire du travail rémunéré l'unique moyen de répondre à nos besoins essentiels et d'atteindre l'épanouissement personnel. Malheureusement, celui-ci n'est pas toujours un gage de vie décente et de réponse aux besoins essentiels. En effet, pour une majorité de la population les biens de consommation courante (alimentation, logement, garde et soins des enfants ou des personnes



Définition

L'individu est au centre de ses besoins essentiels

âînées à charge) sont relativement chers en comparaison de leur rémunération. L'espoir de travailler moins pour laisser la place à d'autres formes d'épanouissement n'est pas possible pour tout le monde dans l'état actuel, inégalitaire et individualiste, de notre société. Le fait de pouvoir prendre soin de soi par un meilleur équilibre de vie est souvent un privilège des plus riches, même si cela demeure néanmoins une aspiration de tous et toutes.

En outre, la « réussite » se présente comme une responsabilité individuelle plutôt que collective. Nous voulons remettre en cause la place accordée à l'argent et l'accumulation de biens de consommation dans la satisfaction des besoins vitaux et le sens de nos vies. Nous voulons satisfaire nos besoins par d'autres moyens !

Ce à quoi on aspire

Pour commencer, nous aspirons à ce que les besoins de base de toutes et tous soient comblés : que nous puissions nous sentir en sécurité (en matière d'alimentation, de logement, de bien-être), et que nous puissions atteindre un équilibre entre le travail et la vie personnelle. Nous croyons que les services de santé, d'éducation, de soin aux personnes âgées et aux enfants peuvent mieux s'ancrer dans nos milieux de vie et nous impliquer davantage. Ainsi, nous désirons



Déconstruction

L'accumulation de capital est nécessaire pour subvenir aux besoins essentiels.

assumer des responsabilités communes et partagées face aux conditions de vie et de bien-être de l'ensemble du vivant autour de nous, et face aux contraintes imposées par nos besoins vitaux. Grâce à l'entraide alimentaire et au développement de la résilience alimentaire, nous rêvons à de grands jardins collectifs qui contribuent à répondre à nos besoins, tout en exigeant de nous l'apprentissage des soins à la terre. Différentes formes d'habitat permettent à tout le monde de se loger. Nous aspirons à des milieux de vie où chaque personne puisse s'émanciper au-delà des besoins de base et s'investir pour le bien-être des communautés. Chaque personne peut dégager du temps pour toutes les activités ou implications qui procurent du bonheur, pour vivre le plaisir d'avoir du temps pour d'autres choses que le travail rémunéré.

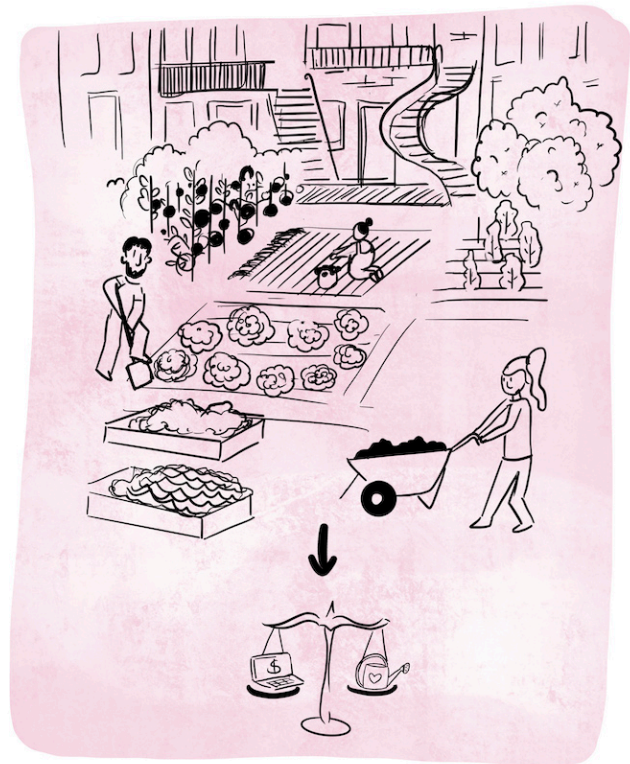
Comment on s'y rend

Comblent les besoins de base

Nous comblons les besoins de base de tout le monde pour permettre à ceux et celles qui ont des revenus plus faibles de profiter d'un équilibre entre les différentes sphères de leur vie, que ce soit au niveau de l'alimentation, de la santé, du logement, de l'éducation, ou encore de la mobilité. Des exemples pour l'alimentation et le logement sont donnés plus bas. Tous les individus ont le droit et la capacité de se déplacer, ce qui permet d'améliorer l'accès à l'emploi, à l'éducation, à la culture et aux soins de santé, tout en limitant l'exclusion sociale. Par exemple, l'accessibilité aux transports en commun est donc garantie pour tous et toutes, que ce soit par la gratuité ou une tarification sociale adaptée, permettant aux ménages de consacrer leur argent à d'autres dépenses essentielles. Par exemple, au Québec, les villes de Sainte-Julie, Beauharnois, ou encore Candiac, ont rendu le transport en commun gratuit.

Mettre en place un revenu de base universel

Un revenu minimum garanti ou revenu de base universel pour tous les citoyen-ne-s assurerait un plus juste accès au logement et une plus grande équité sociale en général. Il libérerait du temps pour s'impliquer dans l'organisation locale de l'accès aux services essentiels ou pour développer l'autonomie alimentaire, le savoir-faire, le bien-être ou l'épanouissement personnel, etc. Cela permettrait aux personnes les plus vulnérables d'assurer leur subsistance et d'améliorer leur état de santé, notamment. Ce revenu doit rester associé à des mesures sociales renforcées pour soutenir les per-



Aspiration

Nous assumons des responsabilités communes et partagées face aux conditions de vie et de bien-être de l'ensemble du vivant, et chacun-e peut dégager du temps pour d'autres choses que le travail rémunéré.

sonnes les plus vulnérables. Au Québec, le projet de l'ARBRE (Alliance des revenus de base des régions Est) expérimente un revenu de base dans les régions de la Gaspésie et du Bas-Saint-Laurent. Cette expérimentation a aussi pour objectif de préserver le dynamisme régional en évitant l'exode des jeunes.

Subvenir à nos besoins par l'entraide et la solidarité

Au niveau local, un des premiers gestes à poser est de favoriser le partage à travers la communauté et de contribuer aux différents services communautaires qui permettent de répondre aux besoins essentiels des personnes en situation de vulnérabilité. Toute la communauté peut se mobiliser lorsqu'il y a des ménages en difficulté, par exemple en cuisinant pour ceux-ci. À titre d'illustration, les popotes roulantes offrent des repas chauds à domicile pour les personnes en perte d'autonomie. Ces repas sont majoritairement préparés et distribués par des bénévoles. Les Accorderies sont des systèmes d'échanges de services entre voisin-e-s, avec pour monnaie d'échange le temps. Les membres

se donnent des coups de main en fonction de leurs savoir-faire et capacités. Le Café Le Signet à Laval produit 200 litres de soupes et potages par semaine à partir de fruits et légumes trop mûrs de l'épicerie du quartier. Les surplus sont donnés à la popote roulante. Dans l'arrondissement montréalais du Plateau Mont-Royal, la Maison de l'amitié fait notamment de la distribution gratuite de nourriture une fois par semaine. Sa mission est de favoriser l'intégration sociale des personnes, le développement de l'esprit d'entraide et l'engagement dans la collectivité.

Au niveau de l'État, la solidarité et l'entraide sont assurées par une meilleure répartition des richesses. Une première étape vers plus d'entraide et de solidarité serait donc l'établissement d'un impôt sur les grandes fortunes (Hébert, 2021). Au cours de la pandémie de COVID-19, la fortune générée par les grandes entreprises, comme Amazon, a bondi. Une revue de la fiscalité nationale permettrait d'améliorer les services publics et de renforcer le filet social (allocations familiales, revenus de base garantis, etc.).

Générer de la richesse dans des espaces publics et collectifs

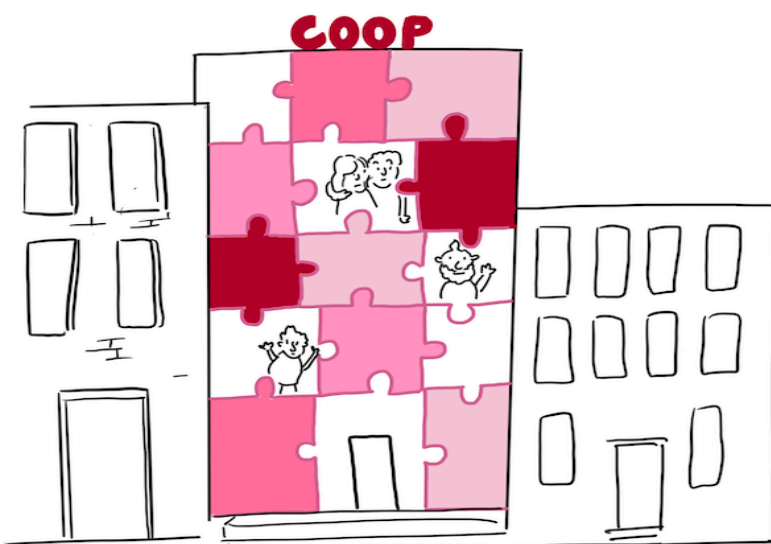
Il faut aussi des lieux physiques pour organiser ces services de base et nous croyons pour cela que les institutions locales, comme les cafétérias d'école, les bibliothèques, les réseaux de tiers lieux (nourriciers ou autres), ou encore les espaces cultivables, peuvent s'intégrer au réseau des ressources disponibles dans les milieux de vie. À Montréal, le Santropol Roulant (OBNL du Plateau

Mont-Royal) est un centre alimentaire communautaire dont le bâtiment est un lieu d'apprentissage et d'échanges autour de la nourriture et de l'inclusion. Que ce soit devant leur bâtiment sur les terrasses Roy avec des bacs en accès libre pour le jardinage et la tenue d'un marché fermier, sur leur toit, ou dans leur ferme dans l'ouest de l'île de Montréal, ils s'occupent de récolter leurs propres légumes, de préparer la nourriture et de la livrer aux Montréalais-e-s isolés. Le Santropol Roulant permet ainsi de renforcer le tissu social montréalais en faisant grandir la sécurité alimentaire en ville, l'inclusion sociale et l'engagement communautaire. Les tiers lieux, qui peuvent prendre différentes formes, permettent les rencontres, échanges, et création de nouveaux projets collectifs et citoyens par les habitant·e-s du quartier : on peut penser aux Ateliers de la transition socioécologique (ATSÉ) dans Rosemont-La Petite-Patrie ou aux bibliothèques « tiers lieu » (Cliche et Martel, 2014) comme la bibliothèque Marc Favreau, qui deviennent des lieux de socialisation, de création, de partage et d'apprentissage.

Se réapproprier les biens et services essentiels

Plusieurs initiatives locales se réapproprient la production, la gestion et la distribution des biens et services essentiels. Prenant la forme d'entreprises d'économie sociale, de communs urbains ou d'organismes sans but lucratif, ces initiatives favorisent l'autonomie des populations et la démocratisation de l'accès à ces biens et services.

Plusieurs projets et structures permettent à chacun-e de se loger décemment, quelle que soit sa situation, et d'éviter la multiplication des crises du logement.



Moyens

Plusieurs projets et structures permettent à chacun-e de se loger décemment en se réappropriant ensemble les biens et services essentiels.

Par exemple, les coopératives d'habitation permettent d'extraire les logements du marché privé et de fournir des loyers abordables (fixés sur le loyer médian) à leurs membres. Ce sont aussi des espaces démocratiques, au sein desquels les membres ont le pouvoir de décider de la gestion de la coopérative. L'UTILE, Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant, développe des projets de coopératives de logement étudiant, comme La Note des bois, afin d'améliorer l'accès des étudiant·e·s à des logements décents et de limiter la pression financière qui pèse sur leurs études. Dans l'arrondissement d'Ahunsi-Cartierville, l'OBNL L'Archipel de l'avenir développe des projets d'habitation à loyer abordable pour offrir des logements subventionnés à des adultes autistes. Un autre exemple : Vivacité (OBNL) a conçu un modèle permettant de devenir propriétaire sans mise de fonds au Québec en s'appuyant sur le modèle des community land trusts développé depuis plus de 30 ans aux États-Unis. L'objectif est d'offrir aux ménages une alternative abordable pour l'accès à la propriété et de soutenir le développement d'une offre immobilière abordable.

Concernant l'alimentation, plusieurs initiatives visent à collectiviser la production, la distribution et la transformation des denrées alimentaires pour lutter contre l'insécurité alimentaire et en faveur de la souveraineté alimentaire de nos territoires. La coopérative de solidarité Panier futé située à Montréal-Nord vise à fournir des produits alimentaires de qualité à moindre coût aux personnes les plus défavorisées. Elle repose sur l'idée que la somme des pouvoirs d'achat de tous les membres permet d'avoir accès à des prix de gros. Elle met également en lien les consommateurs et consommatrices avec des producteurs et productrices locaux et assure une transformation des denrées périssables invendues pour limiter le gaspillage alimentaire. Son fonctionnement repose sur une gouvernance démocratique et sur la participation de tous les membres à la gestion des opérations quotidiennes. La cartographie des initiatives en transition (Passerelles, s.d.), développée par le TIESS, regroupe plusieurs autres projets alimentaires au Québec (Nourrir notre monde, le Collectif Écorécoltes, FEEDback Ahunsi-Cartierville, etc.).

Au niveau de la mobilité, le projet LocoMotion (soutenu par l'OBNL Solon) est un projet de partage local et communautaire de véhicules entre voisin·e·s, dont l'objectif est de donner accès à une diversité de véhicules tout en réduisant les coûts de mobilité. Il permet de renforcer les liens dans le voisinage, et aux habitant·e·s d'être acteurs de changement en s'impliquant dans

leur quartier et en se réappropriant leur mobilité. LocoMotion vise à ce que les gens puissent adopter, ensemble, de nouvelles habitudes de transport. Dans les prochaines années, le projet aspire à aller de plus en plus vers une gestion citoyenne et à être porté par des groupes citoyens.

Se doter de nouveaux indicateurs d'évaluation de revenus

Au Québec, malgré l'existence d'un salaire minimum et de prestations sociales, des personnes ayant un travail sont dans l'incapacité de subvenir à leurs besoins essentiels et à ceux de leur famille. Cela est dû au fait que les mesures sur lesquelles est basé le seuil de pauvreté ne sont pas adéquates, selon l'IRIS (Couturier et Labrie, 2020). Pour assurer à toutes et tous de vivre décemment, nous devons établir ce qu'est un « revenu viable », c'est-à-dire un revenu qui permet à chacun de répondre à ses besoins essentiels. Celui-ci s'obtient en calculant la part que les personnes doivent consacrer à la réponse à leurs besoins (alimentation, logement, soins, etc.) pour vivre dignement.

Sources

Hébert, G. (2021). *L'impôt sur la fortune est-il faisable?* Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS). <https://iris-recherche.qc.ca/blogue/etat-finances-publiques-et-secteur-public/un-impot-sur-la-fortune-est-il-faisable/>

Cliche, L. et Martel, M.D. (2014). Cinq bibliothèques de Montréal dans la société du savoir : une nouvelle génération de tiers lieux. *Documentations et bibliothèques*, 602-3, 99-104. DOI 10.7202/1025516ar

Passerelles. (s. d.). *Cartographie des initiatives en transition et de luttes écologistes*. Territoire innovants en économie sociale et solidaire (TIESS). <https://www.passerelles.quebec/cartographie#/carte/@48.19,-70.70,7z?cat=all>

Liens sociaux et communauté

Définition

Le lien social, c'est ce qui unit les individus dans un groupe et dans la société : il est au cœur de la formation de communautés. Une communauté se crée et se vit dans les interactions quotidiennes d'un ensemble de personnes partageant quelque chose en commun (un milieu de vie, un intérêt, une culture). Cela signifie que nous pouvons appartenir à plusieurs communautés. Les liens sociaux et la communauté permettent de se relier les uns aux autres et de répondre aux besoins de relations sociales et du sentiment d'appartenance.

Ce qu'on déconstruit

La société occidentale valorise l'individu, sa productivité et la rentabilité de son travail. Elle accorde peu d'importance au temps passé en communauté. Développer des communautés locales fortes et saines n'a pas de grande valeur dans ce modèle. Ainsi, nous avons mis de côté certains liens sociaux (par exemple, vis-à-vis des personnes âgées). La peur de l'autre, de celui ou celle que nous ne connaissons pas, reste fréquente et se manifeste par une marginalisation insidieuse et permanente de certaines personnes qui peuvent se trouver exclues de nos communautés.

Les liens sociaux ne sont pas mis au centre des décisions politiques et économiques. Nous prenons acte, avec la pandémie actuelle, à quel point ce lien est indispensable à notre bien-être. La crise a été vécue



Définition

Le lien social est ce qui unit les individus dans un groupe et dans la société.

de façon très différente au sein d'une communauté ou dans une situation individuelle isolée : elle a accentué les difficultés des personnes en situation de vulnérabilités dont les communautés d'attache sont faibles ou peu nombreuses. Nous avons aussi relevé un paradoxe entre, d'une part, la distanciation physique et le sentiment de peur renforcé par le virus et, d'autre part, la nécessité de resserrer les liens et les solidarités.

Déconstruction

La peur de l'autre se manifeste par une marginalisation insidieuse de certaines personnes qui se trouvent exclues de nos communautés.

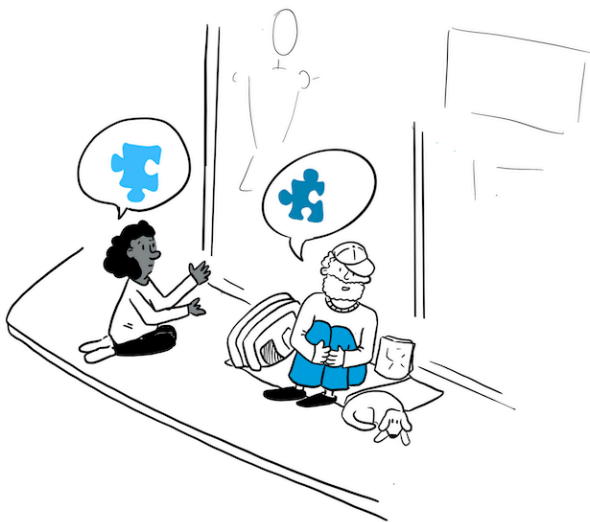


La pandémie a pourtant mis en lumière à quel point nous sommes interreliés, notamment par les différentes formes de solidarité qui ont émergées durant cette période. Cependant, la pandémie a aussi accéléré le développement du tout numérique, un des moteurs de l'individualisation et de la polarisation. Les gens sont moins amenés à se croiser, avec la généralisation du commerce en ligne, le visionnement en ligne, le télétravail, etc.

Plusieurs questionnements guident ainsi l'histoire que l'on voudrait écrire : Comment faire pour que les personnes ne soient pas seules dans leur quotidien ? Comment construire des ponts entre toutes les personnes et tous les groupes de la société ? Comment répondre aux besoins de relation de tout le monde ? De quelle communauté parler pour n'exclure personne ? Et surtout, comment remettre au cœur du débat public l'importance et la nécessité de construire des liens sociaux sains pour l'avenir ?

Ce à quoi on aspire

Nous souhaitons une société où les individus sont moins isolés les uns des autres, avec des liens sociaux authentiques, plus forts, et qui soient ancrés dans des communautés. L'économie participe aussi à la création de ces liens sociaux, en valorisant l'échange et le partage entre les êtres (humains et non-humains) et l'enrichissement collectif.



Aspiration

L'ouverture aux autres, le partage et les échanges sont constitutifs des liens sociaux.

Tous les êtres humains doivent pouvoir être en relation et faire partie de nos communautés, avec une juste place assurée. L'ouverture aux autres, le partage et les échanges sont constitutifs de ces liens sociaux. Nous aspirons à prendre soin de nos relations et à vivre des moments avec nos proches, d'avoir du temps pour créer des liens et pour valoriser les liens existants, mieux connaître notre voisinage et notre communauté de proximité. Nous voulons créer des communautés capables de « faire ensemble ».

Comment on s'y rend

Consolider les liens sociaux

Une des premières étapes consiste à reconsidérer et cultiver les différents liens qui nous unissent : consolider les liens de proximité, et donc les communautés, incluant les liens avec les personnes vulnérables, et retisser les liens sociaux érodés. En d'autres termes, se nourrir de l'autre, s'y intéresser, l'accueillir, et se faire confiance dans l'altérité pour consolider nos liens, notamment en mettant en place dans notre société des processus qui permettent d'encourager la diversité culturelle, générationnelle et sociale. L'art peut être un formidable moyen de consolider les liens sociaux. Les projets menés par Patsy Van Roost (d'abord connue comme la Fée du Mile-End) visent à créer le dialogue, la rencontre entre les voisin·e·s. Pour la Saint-Valentin, elle invite ses voisin·e·s à afficher des banderoles sur leur balcon, envoyer des lettres à des inconnu·e·s du quartier. Elle produit des œuvres artistiques éphémères et collaboratives à partir des histoires des gens qui l'entourent. Ses interventions sont aujourd'hui très populaires et inspirent d'autres personnes, des organismes comme Solon ou des villes et villages en région.

S'impliquer

Enfin, pour alimenter ces liens sociaux, les dimensions du temps (avoir du temps) et de la solidarité sont centrales, que ce soit par des implications sociales dans le cadre de son travail ou à l'extérieur, ou en imaginant une société où on travaillerait moins et où on pourrait consacrer une demie journée par semaine aux autres, ou mobiliser sa communauté pour aider les plus vulnérables. Par exemple, nous pourrions davantage populariser le bénévolat d'entreprise. L'organisme de soutien aux personnes âgées Les Petits Frères organise ainsi des partenariats avec des entreprises

qui délèguent une équipe de leurs employé·e·s pour réaliser des activités bénévoles.

Réaliser des projets et activités dans notre voisinage

En faisant des projets ensemble nous renforçons notre appartenance à une communauté. Nous souhaitons multiplier les occasions de collaborer avec nos voisin·e·s pour améliorer notre bien-être au sein de notre milieu de vie, répondre à des besoins localement, partager et échanger des savoirs, des objets, des services, etc. De plus en plus de projets en ce sens voient le jour. À Montréal, les projets de ruelles vertes offrent une très grande possibilité de créer ce sentiment de communauté étant donné la proximité géographique entre voisin·e·s. Les voisin·e·s qui se rassemblent pour monter un projet de ruelle verte ont souvent comme objectif premier de créer des liens dans le voisinage et de bâtir un projet collectif pour embellir le lieu, qui en fin de compte, sert pour des rassemblements, des fêtes ou encore comme espace de jeux pour enfants.

À l'échelle du quartier ou du milieu de vie, le programme Projets participatifs citoyens de l'Arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie est une belle façon de rencontrer des voisin·e·s à une moins grande proximité de notre domicile, mais partageant des préoccupations similaires d'amélioration du milieu de vie. Ces projets favorisent la création d'une communauté et d'un sentiment d'appartenance des résident·e·s à leur quartier. À Verdun, Demain Verdun est un mouvement citoyen local qui sensibilise les gens autour du pouvoir de l'engagement et de l'action citoyenne, tout en misant sur la création de liens sociaux pour les habitant·e·s du quartier.

S'entraider et aider les plus vulnérables d'entre nous

En réalisant des actions bénévoles et en venant en aide aux plus vulnérables dans notre communauté, nous créons du lien social avec des personnes hors de notre cercle de contacts immédiats. Nous contribuons à créer de la solidarité et à renforcer les liens entre les membres de la communauté. Au cours de la pandémie de COVID-19, les Cyclistes solidaires sont venus en aide aux personnes les plus isolées qui n'avaient plus la possibilité de se déplacer pour aller chercher leurs paniers alimentaires. Une véritable communauté de cyclistes s'est organisée pour soutenir les organismes en sécurité alimentaire de nos quartiers et contribuer à briser l'isolement des personnes vulnérables ou marginalisées.



Moyens

Consolider les liens de proximité : par exemple, l'artiste Patsy Van Roost invite les voisin·e·s à afficher des banderoles sur leurs balcons pour la Saint-Valentin.

Créer des espaces de rencontres et de partage

La création d'espaces multi-usages (logement, travail, activités socioculturelles, espaces communautaires, etc.) où passer du temps permet de multiplier les possibilités de rencontres à l'échelle locale, de développer un réseau et un sentiment d'appartenance à une ou des communautés. Par exemple, nous imaginons récupérer des bâtiments patrimoniaux et les transformer en communs motivés par une nouvelle économie solidaire et de partage, et favorisant la participation citoyenne et une gouvernance collective. Le partage d'objets, la mise à disposition de moyens de production, la création d'ateliers de réparation et de fabrication sont des activités qui pourraient être au cœur de ces tiers lieux ouverts à tous et toutes et dans lesquels socialiser. Ces espaces auraient aussi la vocation d'être des lieux communs d'apprentissage et d'échange pour permettre notamment à la communauté à réapprendre à imaginer et faire des projets ensemble. Il existe plusieurs tiers lieux, espaces de partage, d'apprentissage ou d'entraide à Montréal et Québec : La Patente, le Santropol Roulant, la Maison de l'amitié. Ces tiers lieux fournissent des ateliers ou des espaces de travail ouverts à la communauté pour réaliser des projets avec les outils qui sont disponibles. Ces espaces favorisent la rencontre, la transmission de savoir-faire, la collaboration et la production de projets collectifs. À Sherbrooke, le Café Baobab, espace de rassemblement participatif, a pour mission de dynamiser les solidarités par des événements socioculturels, des repas et des moments nourrissants.

Apprentissages et partage des connaissances

Définition

Les savoirs et les connaissances ont à la fois un aspect pratique qui les rend utiles au quotidien et un aspect plus abstrait qui nous unit autour d'une signification partagée. Apprendre ensemble et transférer des connaissances entre citoyen·ne·s, praticien·ne·s, milieu de la recherche et entreprises, notamment, est une façon de valoriser les savoirs pour la transition sociale et écologique de nos milieux de vie. Nous croyons en une connaissance qui permet de relier les humains avec leur environnement et qui puise dans l'expérience quotidienne des individus pour produire un modèle de société riche et pluriel.

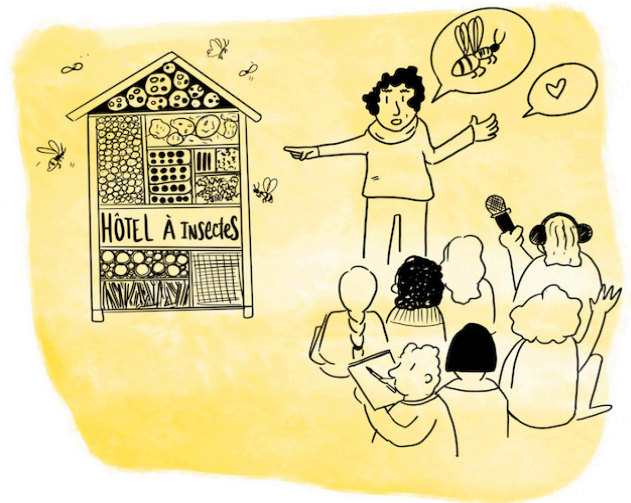
Ce qu'on déconstruit

Plusieurs acteurs de la société envisagent le développement des connaissances à des fins d'enrichissement économique, comme un « capital » à marchandiser (par la concurrence entre universités, les brevets et droits de propriété intellectuelle, etc.). L'appropriation et le contrôle de l'accès aux connaissances, notamment par l'essor des droits de propriétés intellectuelles et l'avènement du numérique et des données (*Big Data*), sont aujourd'hui des moyens d'exercer une domination économique et politique sur le monde.



Déconstruction

Plusieurs acteurs de la société envisagent le savoir comme capital à marchandiser.



Définition

Apprendre ensemble est une façon de valoriser les savoirs pour la transition sociale et écologique, et de produire une connaissance qui permet de relier les humains à leur environnement.

De plus, en conséquence de l'organisation sociale et économique, les savoirs sont hyperspécialisés et complexes, entraînant une plus grande dépendance des gens à un système dont ils n'ont pas une compréhension globale et qu'ils ne maîtrisent pas. Nous pensons que des connaissances orientées vers le bien commun favorisent l'autonomie des individus au sein de notre société en facilitant l'apprentissage et le transfert. Cela facilite aussi la « déconstruction » collective de plusieurs croyances et conditionnements au cœur des phénomènes de discrimination systémique et des injustices épistémiques.

Ce à quoi on aspire

Nous aspirons à un monde au sein duquel les connaissances sont considérées comme des richesses collectives, sont accessibles à tous et toutes, sans être appropriées par une minorité et uniquement disponibles contre de l'argent. Pour favoriser l'autonomie des personnes, les connaissances sont partagées dans un souci d'équité et de justice sociale, en s'assurant de l'accessibilité à la connaissance, et chaque citoyen·ne dispose de temps pour s'informer, s'éduquer à la politique et s'engager. L'éducation et le partage des connaissances deviennent alors le moteur de notre société. Toutes les formes de savoirs issus des différentes cultures (expérience, connaissances) sont valorisées. Nous voulons apprendre collectivement à interroger et déconstruire les préjugés. Il y a du temps et des espaces pour non seulement multiplier les savoirs et les apprentissages,

mais aussi pour les partager, les échanger, trouver des façons de les rendre publics et accessibles, entre communautés, territoires, entreprises, etc.

Comment on s'y rend

Démocratiser l'accès aux connaissances et aux savoirs

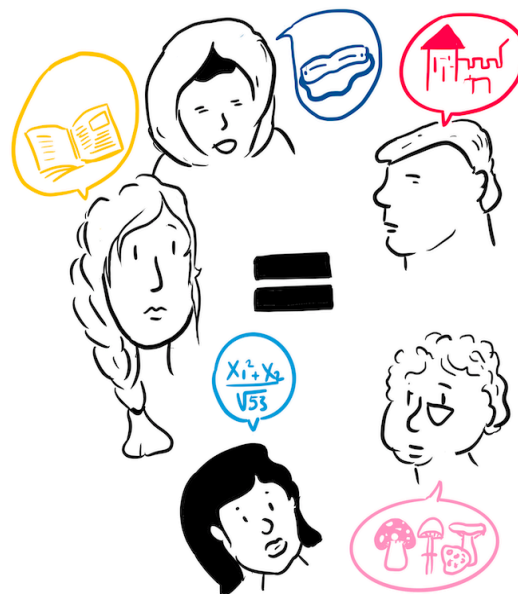
Il s'agit de donner accès aux connaissances à tous et toutes. Il faut donner du temps à chacune pour l'apprentissage, mais aussi favoriser l'accès à l'éducation. Cela passe notamment par la gratuité scolaire et l'accompagnement des personnes les plus vulnérables dans leur parcours d'apprentissage. Le soutien financier et matériel aux étudiant·e·s fait partie des moyens permettant de lever les freins de l'accès aux études. Au cours de la première vague de la pandémie de COVID-19, une aide d'urgence (PCUE) a été mise en place pour venir en aide aux étudiant·e·s ayant perdu leur emploi. Cela montre que nous pouvons fournir des soutiens financiers aux étudiant·e·s qui en ont besoin. Il s'avère que les étudiant·e·s qui occupent un emploi ont plus de difficulté à aller au bout de leurs études (Schuller, 2017).

Repenser nos modèles d'apprentissages

Il s'agit aussi de réfléchir à nos modèles d'apprentissages. Cela passe, d'une part, par la contestation des rapports hiérarchiques et de domination qui existent entre les connaissances et les savoirs (savoirs locaux *versus* connaissances scientifiques, savoir-faire pratiques ou artisanaux *versus* connaissances cognitives, sciences sociales *versus* sciences naturelles, etc.) et, d'autre part, par l'alignement de l'acquisition de connaissance sur les principes d'intelligence collective et de l'apprentissage de savoir et savoir-faire mobilisables dans notre quotidien.

Plusieurs écoles de modèles dits « alternatifs » inspirés de théoricien·ne·s de l'éducation (Montessori, Freinet, etc.) voient le jour dans le monde. Ces modèles se focalisent généralement sur l'idée que l'enfant peut être acteur de son propre apprentissage et suivre son propre rythme et ses propres intérêts et préconisent l'utilisation de méthodes d'apprentissages ludiques ou l'exploration de l'environnement naturel, par exemple.

Au Québec et ailleurs au Canada, des centres d'apprentissage autochtones sont implantés dans des écoles ou des universités. Ils ont pour objectifs



Aspiration

Toutes les formes de savoirs issus des différentes cultures, expériences et domaines sont valorisées.

de valoriser les connaissances autochtones et de les rendre accessibles aux étudiant·e·s. À titre d'exemple, le Centre d'apprentissage de l'Université Saint-Paul vise à créer un cadre d'étude accueillant pour les étudiant·e·s autochtones par des enseignements, des bourses et un accompagnement psychosocial, mais aussi à sensibiliser le corps professoral et le personnel aux cultures et connaissances des Premières Nations.

Faciliter la circulation des connaissances

Créer du lien entre personnes de différents milieux permet de mieux faire circuler les connaissances. Les communautés dans lesquelles on évolue (de voisinage, au travail, etc.) peuvent nous aider tout d'abord, à partager les différents apprentissages, à nous donner les clés pour nous autoéduquer, à développer de nouvelles compétences, dans l'objectif de développer l'autonomie. L'apprentissage en ligne peut être un outil intéressant, et ces apprentissages peuvent être partagés avec ceux et celles avec qui on est en lien. Wikipédia est un outil formidable de circulation des connaissances à l'échelle mondiale. Ce commun de la connaissance est financé, géré, alimenté par une communauté de citoyen·ne·s. C'est aussi le plus grand commun de la connaissance produit à ce jour. La circulation de connaissances et d'œuvres est également facilitée par l'instauration de plus en plus courante de licences Creative Commons.

Un apprentissage par le faire-ensemble

Au niveau local, il est possible de réapprendre à faire les choses ensemble par le biais de projets locaux et collectifs. On peut imaginer créer des réseaux de partage de connaissances dans un voisinage pour, par exemple, du jardinage à la maison. Cela peut aussi prendre la forme de lieux communs d'apprentissage et d'échanges. Le programme Partage ta terre, mené par Solon, vise à jumeler des voisin·e·s qui veulent prêter leur terre et avec des personnes qui veulent jardiner. Cet échange donne lieu à du partage de connaissances entre voisin·e·s en jardinage et en agriculture urbaine.

S'outiller pour appliquer nos connaissances, savoirs, savoir-faire

Les espaces collectifs que nous mettons en place nous permettent d'avoir accès à des outils et des matériaux pour appliquer nos connaissances et les mettre à contribution dans les projets menés par la communauté. Les FabLab sont des exemples de cet accès à des connaissances et des outils dans la logique de la démocratisation des connaissances et des savoir-faire. Des machines coûteuses sont mises à disposition des usagers pour réaliser leur projet, prototyper de nouveaux objets, tester un outil, etc. Ils permettent de tisser des liens entre des personnes détenant un savoir et ceux et celles en ayant besoin pour un projet donné ou souhaitant apprendre. L'échoFab à Montréal est un des premiers espaces communautaires consacrés au numérique. On y trouve plusieurs outils (imprimante 3D, découpeuse laser, machines à coudre, fraiseuse, etc.)



Moyens

Nous partageons nos connaissances dans un lieu commun par le « faire ensemble ».

et on peut y suivre plusieurs ateliers pour apprendre à les utiliser. De plus, les FabLabs de partout au Québec se sont regroupés (Coopérative FabLabs Québec) et offrent par l'entremise de leur wiki un espace collectif de travail et de partage d'information.

Faciliter la coproduction des connaissances et le croisement des savoirs

Le croisement des savoirs permet le dialogue entre les savoirs issus des expériences de vie avec ceux des spécialistes (scientifiques, praticien·ne·s), dans le but de créer des connaissances et des actions plus complètes et inclusives. Pour transformer nos milieux de vie et y améliorer les conditions d'existence, nous partons de la parole citoyenne et nous nous inspirons des expériences de vie individuelles. Cette méthode conduit à donner de la crédibilité aux savoirs des personnes les plus vulnérables au même titre que les savoirs scientifiques ou experts. Il s'agit aussi de décoloniser et décloisonner les savoirs et de sortir des hiérarchies « sachant/ignorant ». Nous visons donc la production des connaissances, stratégies et actions collectives qui incluent les voix de toutes les personnes du territoire. Cette méthodologie a été mise en œuvre par ATD Quart Monde pour faire entendre la voix des plus vulnérables, la rendre crédible au sein des études scientifiques et permettre la production de solutions (projets collectifs, politiques publiques et programmes) inclusives par et pour ces personnes. Au Québec, le groupe ATD Quart Monde a conduit une recherche sur les discriminations subies par les personnes en situation de pauvreté dans le réseau de la santé. Cette recherche impliquait des personnes en situation de pauvreté, du personnel de la santé et des chercheurs et chercheuses. Elle a abouti sur une prise de conscience des inégalités face aux systèmes de santé, de l'iniquité dans les soins donnés aux personnes les plus vulnérables, et des barrières entre elles et les professionnel·le·s de la santé (Loignon *et al.*, 2015).

Sources

Schuller, M. (2017) *Décrochage scolaire et travail étudiant. État des lieux*. Notes d'analyse Affaires sociales, Pour la Solidarité – PLS. <https://www.pourlasolidarite.eu/sites/default/files/publications/files/na-2017-decrochage-scol-travail-etudiant.pdf>

Loignon, C., Hudon, C., Goulet, É., Boyer, S., De Laat, M., Fournier, N., ... et Bush, P. (2015). Perceived barriers to healthcare for persons living in poverty in Quebec, Canada: the EQUihealthY project. *International journal for equity in health*, 14(1), 1-11.

Collaboration et coopération

Définition

Derrière la collaboration et la coopération, il y a l'idée de travailler et vivre ensemble, de poursuivre des objectifs communs allant dans le sens de l'intérêt général pour améliorer la qualité de vie de tous et toutes. Le mutualisme, la complémentarité, l'interdépendance, la propriété collective sont tous des concepts reliés à la collaboration et à la coopération.



Ce qu'on déconstruit

Notre société capitaliste est caractérisée par une idéologie de performance individuelle, tant dans le monde du travail que dans l'éducation. Dès notre plus jeune âge, le système éducatif nous enseigne un modèle de compétition, que l'on reproduit ensuite tout au long de notre vie, qui exige l'excellence, l'évaluation et la comparaison. Notre société implique également un besoin de productivité constant : la valeur d'un individu (sa qualité) se mesure à sa productivité. Certaines représentations sociales sont fortement ancrées en nous : il est normal de se sacrifier au travail et socialement accepté de ne pas s'y sentir bien, la valeur du travail est supérieure à notre bien-être. Notre valeur se mesure par l'emploi occupé et ce qu'on y accomplit (valeur identitaire du travail), et notre identité est reliée à notre performance au travail (culture de performance).

Définition

Travailler et vivre ensemble, dans une optique de collaboration, de complémentarité et d'interdépendance.

Ainsi, à l'échelle individuelle, notre société encourage les comportements individualistes (comme le montre la tendance au développement personnel dans les classes privilégiées, par exemple). Dans le monde des affaires, la concurrence et la compétition sont les maîtres mots pour améliorer la productivité entre entreprises. Alors que les grandes entreprises forment souvent des monopoles pour briser la concurrence, ce sont les travailleurs et travailleuses à travers le monde (baisse de la valeur du travail), les États (avantages fiscaux), et les sous-traitants (production la moins chère possible) qui sont mis en concurrence.

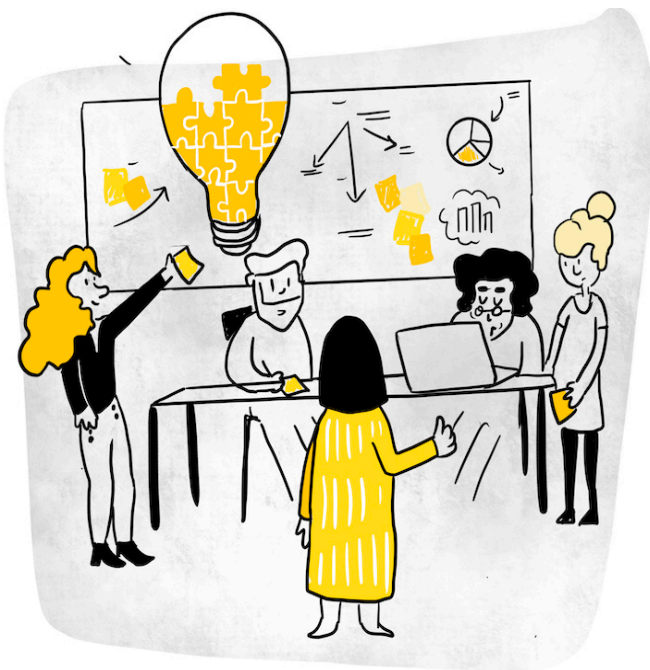
Déconstruction

La concurrence et la compétition sont les maîtres mots dans le milieu du travail.



Ce à quoi on aspire

La collaboration et la coopération se retrouvent au cœur de nos milieux de vie : chaque personne y contribue à sa mesure et a un pouvoir. Les citoyen·ne·s ont du temps pour s'engager, contribuer à la société, et s'investir pour la communauté, penser et créer des systèmes alternatifs avec leur collectivité. Chaque activité se fait en collaboration avec le reste de la communauté. Du temps est alloué à l'engagement social afin de contribuer à la prospérité et à l'amélioration de notre bien-être et de notre milieu de vie. Notre économie doit participer à la création et au renforcement de liens sociaux. Des espaces sont permis pour encourager la démocratie participative, c'est-à-dire renforcer la participation des citoyen·ne·s à la prise de décision politique (comme les processus de budget participatif, où les citoyen·ne·s peuvent voter pour décider de l'allocation d'une partie du budget municipal pour un projet qui leur plaît). La démocratie dans les entreprises privées se répand : les responsabilités et décisions sont partagées, réparties différemment, et elles impliquent les employé·e·s à différents niveaux. Nous aspirons donc à un changement de valeur et de culture où la collaboration prévaut sur l'appât du gain.



Aspiration

La collaboration et la coopération se retrouvent au cœur de nos milieux de vie : chaque personne y contribue à sa mesure et a un pouvoir sur son devenir.

Comment on s'y rend

Opérer un changement culturel : éduquer à la collaboration et la coopération

Pour que la collaboration et la coopération fassent partie de nos habitudes, nous devons y être sensibilisés et éduqués. Dans le système éducatif, et ce dès le plus jeune âge, nous devons être éduqué·e·s à l'entraide, et apprendre à se faire confiance les un·e·s les autres. Cela passe par la mise en place de pédagogies centrées sur l'apprentissage en groupe, par exemple. Dans les programmes scolaires et universitaires, non seulement nous enseignons des modèles et initiatives alternatives, mais nous proposons de nouvelles manières d'apprendre par exemple par la mise en place de projets répondant aux besoins de la communauté.

Décider ensemble, en intelligence collective

Au-delà des institutions éducatives, l'intelligence collective et le travail en collaboration doivent être mis de l'avant dans toutes les sphères de notre société, et on peut mettre en place des processus collectifs de réflexion et de prise de décision (au sein d'organisations, dans les instances municipales, etc.) qui permettent d'inclure tout un chacun, et notamment des personnes marginalisées (ce qui implique plus de moyens et une ouverture à l'autre). Les budgets participatifs ou les exercices de consultation citoyenne sont des exemples de dispositifs pouvant favoriser la sensibilisation des citoyen·ne·s à la coopération dans la prise de décision. Par exemple, le programme Projets participatifs citoyens vise à renforcer la démocratie locale en permettant aux résident·e·s de Rosemont-La Petite-Patrie d'élaborer ensemble des projets pour améliorer leur milieu de vie.

Populariser les bienfaits du travail en collaboration

Dans le récit collectif, nous démontrons les intérêts, les bénéfices, ou encore les impacts positifs du travail en collaboration. Toutes les innovations et les progrès réalisés sont le fait de plusieurs personnes : au lieu de mettre de l'avant la personne idéalrice, nous faisons connaître toutes les personnes ayant contribué à la réalisation de nos projets. Le Projet d'aménagement du Nord-Est conduit par la Table de quartier de Montréal-Nord et l'arrondissement de Montréal-Nord est un exercice intéressant de travail collaboratif entre acteurs aux rôles, responsabilités et intérêts variés. Les organismes communautaires du quartier et l'administration publique ont mené conjointement une démarche d'urbanisme participatif. Le comité de coordination du projet



Moyens

Faire connaître les personnes ayant contribué à la réalisation des projets.

est composé d'acteurs variés, dotés des expertises nécessaires. Les contributions de chacun-e dans le projet sont reconnues par l'ensemble des partenaires (Heck *et al.*, 2020).

Remettre la coopération et la collaboration au centre de nos entreprises

Notre économie s'appuie sur les principes de l'économie sociale et de l'économie de partage. La majorité des échanges se font au travers de réseaux communautaires et locaux qui permettent de renforcer la collaboration. Le profit (gagner ou faire gagner à l'entreprise un maximum d'argent) n'est plus l'objectif poursuivi par cette économie. Nos entreprises visent avant tout à répondre aux besoins de nos communautés et adoptent des modèles d'affaires reposant sur l'association de personnes qui coopèrent dans une logique de création de richesse collective. Cela se traduit aussi par la mise en place de modèles de gouvernance démocratique au sein des entreprises et une représentation équitable des employé-e-s dans les instances privées. Par exemple, le domaine de l'économie sociale et solidaire regroupe plusieurs modes d'organisation d'équipe ou de structure et vise à réduire ou supprimer la concentration des pouvoirs entre les mains d'un petit nombre de personnes pour les répartir parmi celles qui réalisent le travail. Dans les

coopératives, le « mode de gouvernance repose sur la volonté de privilégier les relations de coopération et de développer l'autonomie des membres, notamment par la répartition des responsabilités » (Avisé, 2021; Wikipédia, 2022).

En France, l'entreprise Scop-Ti (en Provence) est née à la suite d'une lutte sociale de 1336 jours contre la délocalisation de l'usine de thé par le géant de l'agroalimentaire Unilever. Les ouvriers et ouvrières ont constitué une société coopérative pour opérer le site industriel. Aujourd'hui, cette entreprise a adopté une gouvernance démocratique (un membre = un vote) et les principes de l'économie sociale et solidaire en créant des emplois pour la communauté et en préservant les savoir-faire locaux. Les membres salarié-e-s de la coopérative ont aussi fait le choix de réduire au maximum l'empreinte carbone de leur production en favorisant la distribution en circuits courts, le commerce équitable et biologique pour l'approvisionnement en thé et auprès de productions locales pour les infusions. La mise en place de ce projet repose depuis ses débuts sur la collaboration et la coopération entre les ouvriers et ouvrières ayant mené la lutte sociale, mais aussi le soutien des autres acteurs du territoire (municipalité, syndicats, résident-e-s du village, etc.) et c'est sur la coopération et la collaboration que se

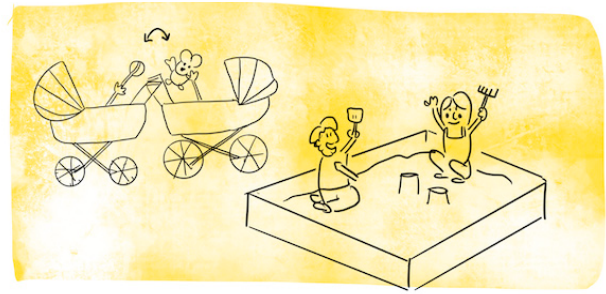
fonde le fonctionnement, entre les membres, au sein de l'entreprise, et avec les partenaires.

Partager nos ressources

Au niveau individuel, nous développons des outils et des réseaux locaux pour partager nos ressources. Par exemple, par des systèmes de troc ou d'échanges entre voisin·e·s. À Montréal, le projet Locomotion favorise le partage de véhicules entre résident·e·s d'un même milieu de vie. Nous pouvons aussi partager des terres, pour développer l'agriculture urbaine, comme à travers le projet Partage ta terre conduit par Solon. Un autre moyen d'échanger et de partager est la mise en place de systèmes d'échanges de services, comme les Accorderies qui visent à mettre en relation des personnes ayant besoin de services ponctuels (aide pour le ménage ou le jardinage, déménagement, cours de couture, etc.) avec des personnes pouvant les offrir en échange d'une monnaie en temps (1 heure = 1 heure).

Partager nos idées et nos pratiques

Plus largement, la collaboration passe par le partage d'idées et de bonnes pratiques et l'inspiration. Nous créons des communautés de pratiques entre entreprises, organisations et personnes pour favoriser la circulation des idées et de nouvelles pratiques. Créer des réseaux de partage de connaissances apparaît comme un principe fondamental pour permettre à la collaboration d'émerger et de remplacer la compétition. Ces réseaux permettent d'encourager et de valoriser différentes formes de collaboration, de faire ensemble et d'agir ensemble. Le projet Collectivités Zen du Front commun pour la transition énergétique rassemble des acteurs socioéconomiques variés autour de projets de transition écologique répondant aux besoins de leur territoire. Ce projet vise notamment à favoriser l'échange et la collaboration entre des acteurs peu habitués à œuvrer dans un objectif commun. Le Grand dialogue régional pour la transition écologique du Saguenay–Lac-Saint-Jean est un de ces chantiers Zen. Il vise à créer un dialogue entre les différents acteurs du territoire, pour produire un récit de la transition pour le territoire.



Moyens

Opérer un changement dans l'éducation dès le plus jeune âge en éduquant au partage et à l'entraide.



Moyens

Favoriser des espaces de consultation citoyenne

Sources

Heck, I., Manon, M. et Monier, P. (2020). *L'urbanisme participatif à Montréal-Nord. Synthèse du rapport « Co-construire le Plan d'aménagement du Nord-Est : Du récit aux actions » (2018-2020)*. Blogue de l'Incubateur universitaire parole d'excluEs. <https://iupe.files.wordpress.com/2020/12/amenagement-2020-synthese.pdf>

Avisé. (2021). *Gouvernance dans l'ESS, de quoi parle-t-on?* Avisé, Portail du développement de l'économie sociale et solidaire. <https://www.avise.org/decouvrir-less/gouvernance/gouvernance-dans-less-de-quoi-parle-t-on>

Wikipédia. (2022, 7 avril). *Gouvernance partagée*. Wikipédia. https://fr.wikipedia.org/wiki/Gouvernance_partag%C3%A9e

Solidarité

Définition

Le thème de la solidarité renvoie à l'interdépendance entre les êtres humains et au soin que l'on se porte les uns aux autres. La solidarité permet de mener les actions, dans un esprit d'entraide et de collaboration, et de se soutenir mutuellement. Nous avons vu dans la crise sanitaire l'importance de la solidarité pour surmonter les obstacles et difficultés et la nécessité de maintenir les liens sociaux mis à mal par la distanciation physique. La solidarité est une valeur que nous poursuivons afin que nos actions soient rassembleuses et inclusives. De la solidarité dépend la résilience de notre communauté, notre capacité à s'organiser ensemble et à trouver des solutions qui répondent aux besoins de tous et toutes. Solidarité ne signifie pas charité, qui induit un rapport d'inégalité entre ceux et celles qui donnent et ceux et celles qui reçoivent. Au contraire, la solidarité est centrée sur l'idée d'une équité entre chacun-e des membres de la communauté.

Ce qu'on déconstruit

Nous vivons dans un système qui valorise la productivité, la performance individuelle et la compétition entre les individus, plutôt que l'aide envers autrui. Notre quotidien est absorbé par la poursuite d'accomplissements individuels et nous laissons peu de place à la solidarité et à l'entraide. Ces valeurs ne sont pas valorisées dans notre société où les réussites individuelles et collectives sont évaluées en fonction de l'accumulation matérielle



Définition

La solidarité permet de surmonter les obstacles et de maintenir les liens sociaux, notamment lors de moments de crise.

et financière, du travail et de son utilité en matière de richesse et de croissance économique. Au contraire, le « care », le travail non rémunéré, les actions et activités sociales sont peu valorisés. Nous savons pourtant qu'ils sont essentiels à la vie humaine. Aujourd'hui, même le développement personnel, de plus en plus valorisé par les franges les plus favorisées de la population, est

Déconstruction
Notre quotidien est absorbé par la poursuite d'accomplissements individuels, et nos réussites individuelles sont valorisées par l'accumulation financière.



orienté vers l'épanouissement individuel plutôt que vers le soin porté aux autres et l'engagement collectif.

Cette logique individualiste conduit à une conception de la réussite personnelle comme étant uniquement due à la persévérance individuelle. Par conséquent, les difficultés sociales et économiques vécues par certain-e-s d'entre nous seraient attribuables à un manque d'effort individuel, dans la logique du « *self-made man* » et du dicton « si on veut, on peut ». La notion de solidarité remet au cœur de la réussite l'interconnexion entre les individus et le rôle du collectif dans toute forme de succès. Elle permet de sortir des rapports intéressés et individualistes entre les humains et de déconstruire l'idée que demander de l'aide est un signe de faiblesse.

Ce à quoi on aspire

Dans la société à laquelle nous aspirons, le soin aux autres, et en particulier aux plus vulnérables, est au cœur de notre mode de vie. L'entraide et la solidarité sont non seulement des moyens facilitant la transition sociale et écologique, mais elles font aussi partie des valeurs de notre société. Nous avons le temps d'être en relation avec autrui, de vivre en collectif, en cherchant à apporter des solutions collectives pour assurer nos besoins de base, dans le respect des réalités individuelles et dans une logique d'entraide. Une plus grande valeur est accordée aux succès collectifs. L'équité, l'entraide et la solidarité y sont des valeurs centrales. Elles sont notamment traduites par l'établissement de systèmes d'échanges non marchands (temps, échanges de services, etc.), où la richesse économique est associée à la



Aspiration

Le soins aux autres, et en particulier aux plus vulnérables, est au cœur de notre mode de vie.

capacité de renforcer et de créer des liens sociaux, de remplir des tâches de soin et de répondre aux besoins de base. Les investissements deviennent alors synonymes de responsabilité partagée et de solidarité. Le temps passé en communauté prime sur la rentabilité et la productivité individuelles.

Nous reconnaissons les inégalités systémiques et le rôle que chacun-e doit jouer, de manière interdépendante, pour y mettre fin. Nous œuvrons collectivement au bien-être de tous et toutes, en partageant nos privilèges et nos contraintes. L'entraide et les projets collectifs sont au service de tous et toutes, dans une logique d'ouverture aux autres et dans le respect des différences et des besoins de chacun-e.

Comment on s'y rend

Faire plus de place à la rencontre et l'ouverture aux autres

Au point de vue individuel, nous créons des moments de rencontre et de discussions entre personnes venant d'horizons variés pour connaître et comprendre les réalités de chacun-e. Nous valorisons les personnes qui s'impliquent dans la communauté comme des modèles pour démystifier les a priori sur la solidarité et l'entraide, comme le fait l'Arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie pour la semaine de l'action bénévole. Nous organisons des fêtes de quartier pour susciter les rencontres entre voisin-e-s et souligner et célébrer la contribution des personnes engagées.

Engagement dans des activités et systèmes d'échanges et d'entraide

Nous libérons du temps pour venir en aide à nos proches et prendre soin les uns des autres (voisin-e-s, gens qu'on aime, proches). Nous nous initions aux pratiques alternatives qui permettent d'être plus solidaires : échanges de services, troc, glanage et agriculture urbaine, etc. Nous mettons en place des réseaux d'entraide, comme les Cyclistes solidaires, les Accorderie ou Wanted Communities, pour mettre en lien les gens et les organismes avec des besoins et les personnes souhaitant s'impliquer. Ces initiatives visent toutes à mettre en relation des personnes prêtes à donner de l'aide ponctuellement à ceux et celles qui en ont besoin, soit par des réseaux sociaux, par des réseaux d'entraide entre membres d'une communauté ou par l'intermédiaire d'organismes locaux.

Des réseaux de solidarité à l'échelle du quartier

Les réseaux de solidarité se construisent à l'échelle du quartier, voire à une échelle encore plus micro. En effet, l'action sur le terrain est plus pertinente, forte et rapide pour mettre en œuvre la transformation de la société (transition). Nous développons localement des activités communautaires et des espaces d'engagement social qui favorisent le partage dans notre communauté, et qui permettent d'inclure les personnes dans le besoin (financier ou lié à un handicap, par exemple).

Ces activités permettent de développer un réseau d'entraide dans le voisinage, pour que chacun-e y trouve l'aide dont il ou elle a besoin et puisse offrir de son temps, ses compétences et ses services à son entourage. Les Cyclistes solidaires est un réseau d'entraide entre voisin-e-s créé pendant la pandémie de COVID-19. Des cyclistes ont mis leur temps et leur vélo à disposition des organismes en sécurité alimentaire pour faire la distribution des paniers alimentaires aux plus vulnérables de leurs quartiers.



Moyens

Des actions communautaires se développent, et chacun-e y trouve sa place et s'y implique à sa mesure.

Valoriser des systèmes d'échanges non monétaires

La solidarité est encouragée et reconnue dans notre société. L'initiative des Cyclistes solidaires a remis la solidarité au cœur de la vie de gens, dans un contexte de perte de liens sociaux. Ces bénévoles ont reconsidéré le temps qu'ils consacraient au travail à la suite de cette expérience. L'initiatrice du projet témoigne : « Certains bénévoles sont retournés au travail 4 jours par semaine pour conserver une journée pendant laquelle ils pourraient faire des livraisons. Ils ont expérimenté le don de soi, dans leur quartier, pour des organismes au coin de la rue et pour des quasi-voisins. Ils ont vu le bien qu'ils faisaient, simplement, en enfourchant leur vélo et en étant de simples intermédiaires entre une cuisine et une table de famille. Ils se sentent utiles, valorisés et actifs dans la société. »

S'approprier les espaces de rencontres et mettre en commun la gestion des lieux communautaires

Nous nous approprions notre milieu de vie en y créant des lieux gérés en commun où se rencontrer, se rassembler et se lier, préparer et partager des repas ensemble, échanger des services. Ces lieux permettent de briser l'isolement et deviennent des incubateurs d'actions collectives (ex. tiers lieux). La solidarité créée en leur sein renforce la résilience de notre communauté, chacun-e y trouve sa place et s'y implique à sa mesure. Ces foyers communautaires seront reliés les uns aux autres, et ouverts à tout le monde. Les plus vulnérables y trouvent le soutien et les services dont ils et elles ont besoin auprès des autres membres de la communauté. Le Bâtiment 7, un site industriel reconverti et géré par et pour la communauté, regroupe une variété de services répondant aux besoins du territoire : épicerie, école d'art, bar et brasserie artisanale, ateliers divers, garage communautaire. Le Bâtiment 7 est devenu un pôle économique, social, culturel et environnemental du quartier Pointe-Saint-Charles.

Une communauté centrée sur ses ressources et services locaux

Notre communauté favorise la production et la consommation locale. Chacun-e peut s'impliquer à un bout ou l'autre du système alimentaire. Cela renforce une solidarité avec les communautés rurales productrices (ex. paniers de produits locaux vendus sur des boutiques en ligne, marché solidaire). Cette logique s'applique à l'ensemble des biens et services : nous produisons ensemble et localement ce que nous consommons. Nous consolidons les liens de proximité par des systèmes de troc et d'échanges et des monnaies

locales. Le Système alimentaire pour tous, à Montréal-Nord, a pour but de lutter contre l'insécurité alimentaire en créant un système alimentaire local alternatif, au sein duquel les citoyen-ne-s sont impliqués du champ à l'assiette. Cela passe par une variété d'initiatives, comme des circuits courts, une coopérative de distribution alimentaire, une cuisine collective, de l'agriculture urbaine. La solidarité opère à différents niveaux : la lutte pour le droit à une alimentation saine et de qualité pour tous et toutes, la production de liens sociaux à travers des projets collectifs, la reconnexion entre la production et la consommation, la création d'emplois et d'activités génératrices de revenus dans les collectivités.

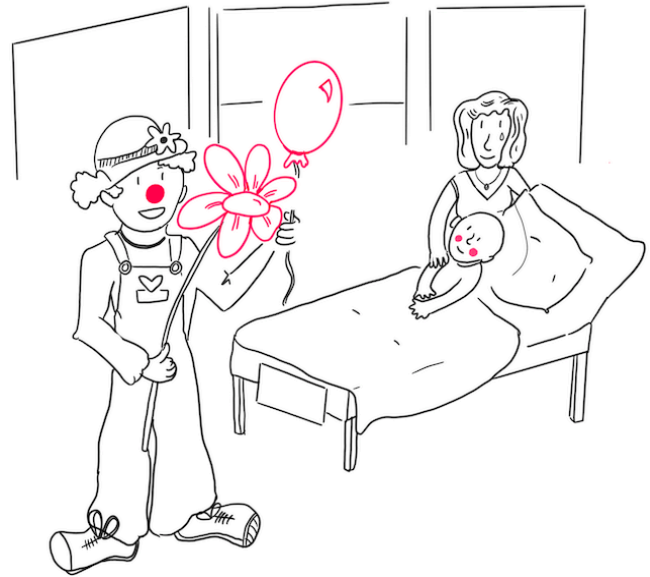
Développer une culture de l'empathie et du « care »

Nous développons une culture de l'empathie en valorisant la solidarité, la confiance et l'ouverture à l'autre, l'entraide, la compassion et l'écoute dès le plus jeune âge. Ces valeurs sont enseignées à l'école, où sont valorisées les réussites collectives, l'entraide et le travail en équipe dans l'apprentissage, plutôt que la performance et la compétition.

Nous cultivons l'épanouissement personnel comme moyen d'entrer en relation avec les autres. En apprenant à écouter et comprendre nos propres besoins, nous pouvons mieux les partager et, surtout, mieux accueillir ceux des autres. Cela permet notamment de créer des espaces (ou des ateliers) dans lesquels développer une communication authentique, dans l'écoute de soi et d'autrui, pour construire une vraie solidarité. Le collectif Éco-motion propose d'allier la santé psychologique à la lutte contre les changements climatiques par des services offerts aux individus, organismes, entreprises, établissements scolaires, etc. Il vise à accompagner les gens dans l'adaptation aux changements socioenvironnementaux, notamment par des ateliers en nature, de la médiation, de la formation, etc.

Une société organisée autour de l'entraide et la solidarité

Nous mettons en place une demi-journée par semaine (valorisée socialement et économiquement) consacrée à la communauté lors de laquelle chacun-e donne de son temps pour les autres. Du temps est aménagé dans les emplois (ou avec un revenu minimum garanti) pour permettre à tous et toutes de s'engager dans la communauté. Le temps de travail non rémunéré est valorisé socialement par l'accès à des biens et servi-



Moyens

L'expression artistique peut être un véritable outil d'entraide et de solidarité. L'organisation Clowns sans frontières offre des espaces d'expression et de rire aux personnes en situation de vulnérabilité.

ces offerts par la communauté sous forme de troc ou d'échanges. L'épicerie Le Détour (au Bâtiment 7, à Pointe-Saint-Charles) repose sur l'implication de ses membres, dont le bénévolat (3 heures par semaine) permet de maintenir des prix bas dans un souci d'accessibilité alimentaire pour les membres les plus vulnérables.

Utiliser l'art comme moyen de se montrer solidaire
En plus d'être un point commun entre l'ensemble des sociétés et un besoin essentiel, l'expression artistique peut être un véritable outil d'entraide et de solidarité entre les humains. En effet, par l'art, on peut créer du lien social, rendre plus acceptables certains moments difficiles de la vie, combattre des maladies et pathologies, etc. L'organisation Clowns sans frontières présente des spectacles et performances artistiques et humoristiques dans des contextes difficiles : interventions en hôpitaux pour enfants, en CHSLD, dans les communautés autochtones, etc. Les clowns offrent des espaces d'expression et de rire aux personnes en situation de vulnérabilité partout dans le monde.

Territoire

Définition

Nous définissons le territoire comme un espace qui crée chez l'humain un sentiment d'appartenance et qui est façonné par ses actions. Le territoire est composé d'un ensemble de ressources matérielles, naturelles ou construites (terres agricoles, infrastructures, etc.) et symboliques (vécu, histoire, appartenance, identité) qui structurent les pratiques des individus qui le fréquentent (Passerelles, 2020). Nous concevons le territoire comme un espace de proximité, centré sur l'échelle locale. Dans cette définition, il revêt un sens proche de celui de « milieu de vie » ou de « quartier ».

Ce qu'on déconstruit

La très grande circulation des biens et des personnes, la généralisation (et mondialisation) des circuits longs liés à la production et à la consommation mènent à un sentiment de « déconnexion » avec notre territoire. Nous avons peu conscience des richesses que nous offrent les territoires et nous nous tournons souvent vers des ressources extérieures, alors que celles-ci sont ou pourraient être disponibles sur place, notamment dans ce qui a trait à notre consommation alimentaire. L'apparente abondance dans laquelle nous vivons fait en sorte que nous avons une mauvaise connaissance et peu de considération pour les limites et les capacités de nos territoires (surexploitation des ressources naturelles ou exploitation inadéquate des terres agricoles).

Ce à quoi on aspire

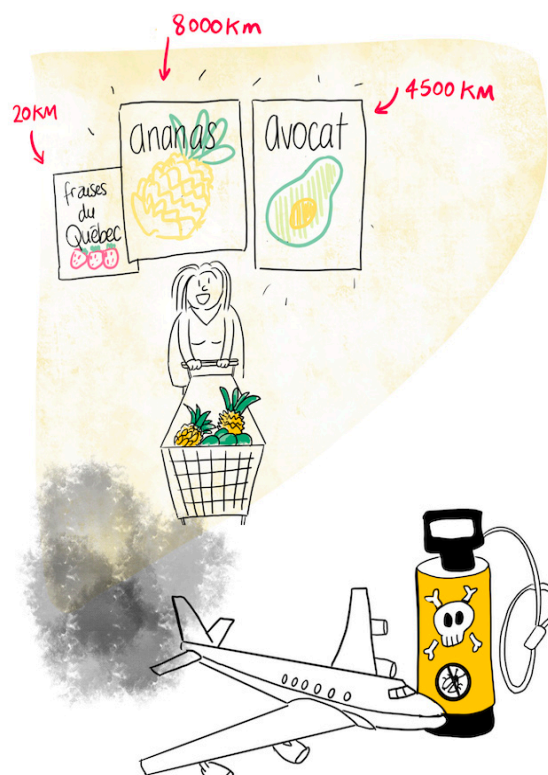
Nous voulons vivre dans des unités territoriales basées sur l'idée de proximité géographique et sociale, afin de densifier les interactions à l'échelle locale. Cette échelle de proximité favorise l'émergence de réseaux de solidarité, vecteurs de transformation à l'échelle d'un quartier. Sur ces territoires, les ressources et activités sont gérées collectivement et en commun, tant à grande échelle (l'eau, la forêt, etc.) que plus localement (espaces publics, parcs et espaces verts). Les territoires sont conçus comme de grands jardins collectifs qui répondent aux besoins des individus qui y résident.

Sur le plan écologique, les humains sont intégrés harmonieusement à leurs territoires et aux écosystèmes les composant. Une prise de conscience se fonde sur la reconnaissance de notre co-dépendance avec les



Définition

Le territoire est un espace qui crée chez l'humain un sentiment d'appartenance et qui est façonné par ses actions.



Déconstruction

La déconnexion avec notre territoire se reflète dans notre alimentation.

autres humains et les écosystèmes. Nous avons pris acte de notre responsabilité face aux conditions de vie de tout ce qui est vivant autour de nous. Les écosystèmes sont régénérés.

Nous tenons compte équitablement de toutes les personnes et tous les êtres vivants qui composent ces territoires, et leur intérêt se retrouve au cœur des décisions. La gouvernance locale territoriale qui s'instaure est centrée sur la gestion collective par et pour les résident·e·s. Chaque personne a un pouvoir dans la prise de décision, favorisant la prise en compte des intérêts de tous et toutes, tant dans le domaine privé que dans les administrations publiques. Nous visons la souveraineté et l'autonomie des communautés et une répartition locale et équitable des espaces et des ressources.

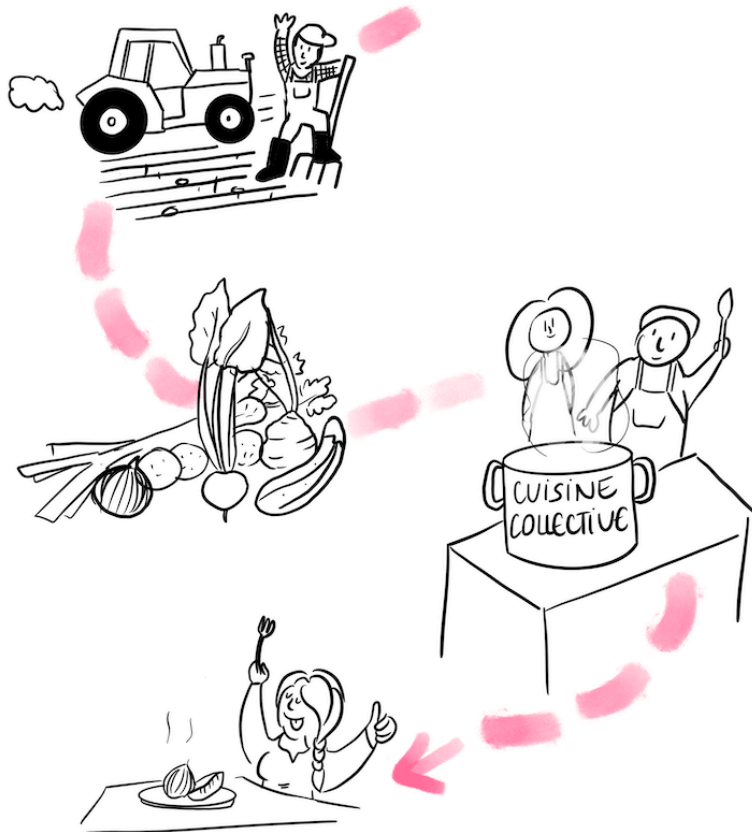
Sur le plan économique, notre production et notre consommation se font à des échelles locales, nous souhaitons une économie relocalisée. Nous consommons ce que nous produisons et nous produisons en

fonction de nos besoins. Les ressources sont fournies par le milieu de vie. La cohésion économique au niveau local devient collective, solidaire et plus forte. L'économie est gérée collectivement et démocratiquement à l'échelle locale, au service des gens. L'économie circulaire se généralise. Elle regroupe un ensemble de pratiques, hiérarchisées selon leurs impacts, visant à optimiser l'utilisation des matières et énergies, à l'échelle d'un territoire.

Comment on s'y rend

Cultiver notre territoire, s'appropriier l'espace

Nous contribuons à entretenir et améliorer notre milieu de vie, grâce à des programmes d'appropriation de l'espace public par les citoyen·ne·s. À titre d'exemple, le programme Faites comme chez vous dans Rossmont-La Petite-Patrie permet l'appropriation des carrés d'arbres, l'installation de bacs de jardinage sur le trottoir. Ces façons assez simples d'embellir le milieu de vie créent un sentiment d'attachement au territoire.



Aspiration

Nous consommons ce que nous produisons et nous nous reconnectons avec le local grâce aux circuits courts.

Verdir les territoires urbains, pour rendre nos villes plus résilientes

Nous faisons en sorte que nos villes soient plus résilientes et deviennent carboneutres en créant des espaces de protection de la biodiversité et en multipliant les jardins. Le verdissement est pensé pour être utile non seulement aux populations, mais également à l'ensemble des écosystèmes urbains. La Coop Miel Montréal crée, par exemple, des jardins de pollinisateurs au sein desquels la flore fournit les éléments nutritifs essentiels aux pollinisateurs ainsi que des espaces de nidification et d'abris qui favorisent la biodiversité. Ces jardins contribuent au bien-être des populations et à la santé publique en aidant à lutter contre les îlots de chaleur et en améliorant la température en ville. Ils purifient l'air. Les jardins engendrent des interactions humaines en devenant un point de socialisation agréable.

Développer une mobilité à l'échelle du territoire

Nos modes de déplacements au sein des territoires sont adaptés à leurs tailles et caractéristiques géographiques. Chaque mode de transport sert à une certaine échelle et distance. La voiture n'est plus le mode de transport par défaut, elle sert à se déplacer plus loin en l'absence d'alternative. Nous connaissons mieux notre milieu de vie, car nous nous y déplaçons à pied, en vélo ou en transport en commun, et cela crée un plus grand sentiment d'attachement envers celui-ci. Nous connaissons nos commerces de proximité, croisons nos voisin·e·s dans la rue et tissons des liens dans ces interactions quotidiennes. Pour faciliter cela, nous développons des moyens de se partager et de se procurer des véhicules entre voisin·e·s, comme le projet Locomotion porté par Solon. Nous développons aussi le covoiturage pour les transports hors de notre milieu de vie et en l'absence d'autres moyens. Finalement, nous créons un réseau de transports en commun urbains et interurbains qui facilite l'arrimage entre les différents milieux de vie.

Relocaliser la production des biens de consommation et consommer local

Dans un premier temps, nous visons la valorisation des produits locaux existants, par le soutien à la production et à l'artisanat local. Nous renforçons et diversifions notre production locale pour combler le plus de besoins possible à proximité des centres urbains. Nous privilégions l'achat local dans les commerces de petite taille et achetons des produits fabriqués localement. Cela est facilité par des systèmes de monnaies locales, qui garantissent la circulation des richesses au sein du territoire. À terme, nous pouvons envisager de choisir les commerces qui

s'implantent dans notre milieu de vie pour favoriser les commerces locaux plutôt que des grands distributeurs. À Québec, le BLÉ (Billet local d'échange), une monnaie locale complémentaire, vise à favoriser la circulation des richesses au sein du territoire en encourageant l'achat local. Comme c'est une monnaie convertible en dollar (1 BLÉ = 1 CAD), l'argent généré par les échanges est épargné sur un compte de réserve qui sert ensuite à soutenir les organismes et entreprises locales.

En matière de logistique et transport, un nouveau récit émerge aussi, celui de la « ville du quart d'heure » (Marie et Haberstroh, 2021), qui vise à gérer le dernier kilomètre de nos déplacements et qui a un impact important en matière d'émissions de GES. Plusieurs leviers se trouvent à l'échelle du quartier. Par exemple, le soutien à l'achat local ou l'amélioration du commerce de proximité permet d'agir sur l'acte de consommation, tandis que les mesures de régulation de l'espace public ou du stationnement agissent sur la gestion du dernier kilomètre (Marie et Haberstroh, 2021).

S'arrimer à nos territoires pour l'alimentation

Se nourrir de légumes québécois biologiques, cultivés de manière responsable et écologique, est une façon de se lier à son territoire et d'en éprouver de la fierté. Nous valorisons les produits de saison et la nourriture non transformée. Les gens apprennent à cuisiner et à



Moyens

Nous embellissons le territoire en développant un sentiment d'attachement, en le verdissant et en cultivant la biodiversité. Nous valorisons les producteurs et productrices du territoire.

conserver ces aliments, et des subventions soutiennent les produits locaux et artisanaux. Nous mettons en place des structures qui permettent la mise en relation de la production et de la consommation locale, sur le modèle de l'agriculture soutenue par la communauté (ASC). Pour les produits alimentaires, chaque famille est liée à une ferme, et ceux et celles qui le souhaitent peuvent donner de l'aide en échange de paniers. Nous mettons en place ce système pour les autres biens de consommation également (vêtements et autres objets de la vie courante). La CAPÉ est une coopérative fondée par des producteurs et productrices agricoles qui a pour but de mettre de l'avant l'agriculture biologique et écologique opérée en circuits courts, tout en améliorant leurs conditions. En étant membres de la CAPÉ, les producteurs et productrices peuvent par exemple participer à une mise en marché coopérative avec les Bio Locaux, un regroupement de fermes biologiques qui mettent leurs productions en commun et la distribuent par la vente de paniers biologiques et dans des marchés saisonniers en été. En hiver, plus de vingt fermes bio offrent des paniers dans le Grand Montréal et en Montérégie.

Prendre conscience de notre appartenance à un territoire

Nous développons des outils de production et de transmission des connaissances sur les ressources de notre territoire. Nous éduquons la population à réapprendre à vivre avec les composantes de ce territoire, à faire les choses ensemble et localement (ex. promouvoir la nordicité comme facteur identitaire pour les villes québécoises en valorisant les plaisirs d'hiver, promouvoir la production et consommation d'aliments locaux, etc.). L'éducation relative à l'environnement est utilisée pour mettre la nature et les écosystèmes locaux au centre de cette appartenance territoriale. Nous créons des itinéraires environnementaux permettant de connaître les différents écosystèmes de nos territoires (ex. sentier urbain) et des visites de jardins et d'espaces de biodiversité pour éduquer et informer les citoyen-ne-s sur ces écosystèmes (espèces présentes, rôle des pollinisateurs, gestes de préservation, etc.).

Cette appartenance territoriale doit permettre d'entreprendre des projets inspirants qui mettent en valeur le territoire par des initiatives qui influencent ou transforment notre paysage. Le Champ des possibles est un bel exemple de projets émanant de l'appartenance des citoyen-ne-s à leur territoire, qui a permis de réhabiliter une friche industrielle pour en faire un espace de biodiversité. Cet espace est très fréquenté par les

résident-e-s du quartier, qui y jouent, s'y promènent, y pique-niquent, y font leur jogging. Les activités de médiation et d'animation offertes par Les Amis du Champ des possibles contribuent à éduquer les Montréalais-e-s aux écosystèmes de leur territoire.

Adopter une gouvernance territoriale inclusive

Nous définissons des balises concrètes et partagées qui définissent ce qui est admissible pour notre communauté et ce qui ne l'est pas en matière d'équité socioenvironnementale. Nous mettons les concepts de diversité et de biodiversité au cœur de nos pratiques et décisions collectives. Nous favorisons les échanges et le partage entre l'ensemble des acteurs du territoire par des espaces de concertation. Nous prenons les décisions collectivement au sein de groupes locaux inclusifs qui portent la réflexion sur la gestion de notre territoire et expérimentent des actions concertées pour sa mise en valeur. Nous gardons les interactions à échelle humaine pour favoriser l'implication des gens (et leur disponibilité). Nous créons des espaces d'échanges et de rencontres spontanées et informelles (tiers lieux et autres) qui contribuent à l'épanouissement collectif sur notre territoire. Ces lieux favorisent l'instauration d'une nouvelle culture d'appartenance au territoire et à la communauté. La municipalité de Saint-Camille, en Estrie, a été sauvée de la dévitalisation grâce à l'investissement de ses résident-e-s. Un groupe d'investisseurs locaux a créé un centre communautaire et culturel dans l'ancien magasin général, restaurant du même coup un élément du patrimoine architectural de la Ville. À force de rencontres, de discussions et de projets collectifs, les villageois-e-s ont réussi à attirer de nouveaux résident-e-s en maintenant leurs services de proximité: bureau de poste, école, maison pour personnes âgées, connexion Internet, reconversion de l'église en salle multifonctionnelle, etc. Chacun de ces projets repose sur la mobilisation collective, le sentiment d'appartenance des résident-e-s à leur territoire et la coconstruction avec les différents acteurs locaux.

Sources

Marie, C. et Haberstroh, T. (2021). *Repenser la logistique urbaine pour une mobilité des choix de consommation de proximité*. Étude réalisée par Coop Carbone pour le compte de Solon. <https://solon-collectif.org/wp-content/uploads/2021/09/Repenser-la-logistique-urbaine-pour-une-mobilite-et-des-choix-de-consommation-de-proximite-sept-2021.pdf>

Passerelles. (2020). *Territoire*. <https://www.passerelles.quebec/lexique/terme/territoire>

Société post-croissance

Définition

Le concept de post-croissance vise à repenser notre mode de développement capitaliste orienté vers la croissance économique. La société post-croissance est orientée vers la sobriété matérielle, l'accroissement de la capacité d'épanouissement des humains et du bien-être des individus, et par la réponse à des besoins vitaux et sociaux dans le respect des limites des écosystèmes terrestres. Nous visons ici un modèle qui rejette la surconsommation et l'accumulation et qui prend en considération les limites de disponibilité des ressources et la nécessité de trouver un équilibre entre ce que l'humain prélève dans ses activités et la régénération naturelle des écosystèmes. (Méda, 2018; Gaïté Lyrique, 2020; Bourdon, 2020).



Définition

Nous rejetons la surconsommation et l'accumulation et prenons en compte les limites de disponibilité des ressources.

Ce qu'on déconstruit

Le système économique est structuré autour du mythe de la croissance économique (la productivité, la production, l'exploitation des ressources, pour entretenir la croissance), dont on attend sans cesse la reprise alors que ses effets sont de moins en moins significatifs en matière d'amélioration de la qualité de vie. Les gains économiques des circuits longs permettent de produire des marchandises à bas coûts. Les prix sont bas

uniquement parce qu'on ne prend pas en compte les effets négatifs de cette production (main-d'œuvre sous-payée et exploitée, destruction de l'environnement). Dans nos vies quotidiennes, cela se traduit par trois principaux éléments : notre rapport aliénant au



Déconstruction

Les prix sont bas uniquement parce que nous ne prenons pas en compte les effets négatifs de la production de marchandises à bas coûts.

travail, la surconsommation de biens, et la poursuite de l'enrichissement individuel plutôt que collectif. La société de surconsommation pousse les individus à désirer des biens dont ils n'ont pas réellement besoin. Nous sommes pris dans de fortes contraintes matérielles et symboliques, qui entraînent un besoin de travailler plus pour acquérir toujours plus d'objets. Dans le même temps, certains biens sont accaparés par une minorité de personnes, occasionnant de fortes inégalités d'accès à ceux-ci (par exemple, le logement ou la saine alimentation). Nous vivons dans l'idée que les possessions matérielles garantissent un certain bonheur. Nous entretenons le mythe que travailler nous garantit un certain confort matériel, et que c'est dans ce confort que nous nous épanouissons. La poursuite de ces besoins par la surconsommation vient combler un manque d'épanouissement personnel (intellectuel, spirituel, relationnel, etc.). Or, le travail est instrumentalisé comme un outil de croissance économique, et notre force de travail est vendue pour enrichir une minorité de personnes. Cette culture de travail touche toutes les sphères de la société, même la sphère publique et le secteur communautaire, et il est considéré normal de vivre dans une société où les biens et services sont accessibles 24h/24. Enfin, la poursuite d'un confort matériel toujours plus grand conduit à plus d'endettement pour la plupart d'entre nous.

Ce à quoi on aspire

Nous aspirons à une société soutenable, respectueuse des limites biophysiques de notre planète, et socialement équitable et résiliente. Il s'agit d'élaborer un projet de société au-delà de la croissance (Aeschmann, 2017), reposant sur des valeurs et finalités autres qu'économiques au sein de laquelle les richesses sont réparties équitablement. Notre économie doit encourager les échanges, l'économie circulaire, l'autosuffisance. Cela signifie que nos attentes en matière de confort matériel seront davantage en adéquation avec les ressources disponibles et que nous adopterons des modes de vie de simplicité volontaire. Nous ne possédons que ce que nous utilisons et ce dont nous avons besoin. Nous changeons nos rapports individuels aux contraintes matérielles. Nous acceptons de gagner moins d'argent et de diminuer l'accumulation de richesses. Les biens, services et savoirs sont partagés, donnés ou échangés plutôt que privatisés. Nous ne poursuivons plus un idéal de propriété privée exclusive et cherchons à favoriser la mise en commun des biens et des services. Les entreprises locales répondent



Aspiration

Nous ne poursuivons plus un idéal de propriété privée exclusive et cherchons à favoriser la mise en commun des biens et des services.

directement aux besoins de la population et ne sont plus dépendantes des marchés financiers.

Comment on s'y rend

Redécouverte de notre synergie avec nos environnements

Nous réalisons un changement dans nos mentalités individuelles, en prenant en compte l'impact que nos actions ont sur notre environnement. Cela passe par des programmes d'éducation et de sensibilisation et l'accès à l'information sur l'impact de nos gestes quotidiens. Une première étape en ce sens serait tout d'abord de mesurer notre empreinte écologique individuelle. Il existe plusieurs sites internet permettant de mesurer notre empreinte écologique. Au Québec, le blogue Un Point Cinq en recense quatre (Lagueux-Beloin, 2019). Celui du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques permet de sensibiliser les jeunes et leurs parents sur les choix en matière de logement, d'alimentation, de consommation, de transports. L'empreinte Carbone est ensuite calculée en nombre de planètes (MELCC, s.d.). La Chaire en éco-conseil de l'Université du Québec à Chicoutimi a créé un calculateur d'émissions de GES en

fonction des déplacements et de choix de transports et propose de les compenser par la plantation d'arbres (Carbone Boréal, 2020).

Favoriser la réutilisation et la revalorisation

Nous limitons la production de produits neufs et favorisons le réemploi par des usines locales de réparation. Nous ne produisons du neuf que lorsque c'est nécessaire et au juste prix de l'exploitation des ressources. L'organisme Insertech est une entreprise d'insertion qui forme et emploie de jeunes adultes à la revalorisation de matériel informatique. Cette entreprise lutte ainsi contre la surconsommation et la surproduction d'ordinateurs, ainsi que contre la pollution et la surexploitation des ressources naturelles qui en découlent. Elle organise également des « réparothons » afin de former les gens à la réparation de leurs ordinateurs et appareils électroniques. Il existe d'autres entreprises de ce genre qui revalorisent des objets brisés ou utilisent des matériaux recyclés, comme SOS Vélo, spécialisé dans le reconditionnement de vélos usagés, ou Les belles bobettes, qui produit des sous-vêtements à partir de chutes de tissus qui seraient normalement jetées.

Généraliser les systèmes d'échange libre

Nous utilisons nos espaces communautaires pour partager nos savoir-faire et échanger des biens par des systèmes de troc (« réparathon », ateliers collectifs de réparation, de prêts et échanges d'objets, etc.). Nous gérons en communs des infrastructures qui permettent



Moyens

Nous échangeons des biens par des systèmes de troc.

de produire en dehors du marché (jardins collectifs, usines coopératives, cuisines collectives). Par exemple, nous partageons nos outils du quotidien grâce à des bibliothèques d'outils comme la Remise ou des systèmes de partage d'auto comme Locomotion. Ainsi, nous utilisons les objets à leur plein potentiel et nous évitons d'en fabriquer trop pour rien.

Valoriser des systèmes d'échanges non monétaires

En valorisant des systèmes d'échanges non monétaires, nous pouvons redéfinir la valeur donnée aux choses que nous consommons, et ainsi favoriser un mode de consommation centré sur les besoins réels. Nous pouvons par exemple échanger les objets et services en fonction du temps, plutôt que de l'argent. Nous pouvons ainsi accorder de la valeur au temps non rémunéré et développer des systèmes alternatifs d'échange. Nous donnons de l'importance au temps investi dans la communauté en le rétribuant par des services et biens de base plutôt que de l'argent.

Produire et consommer localement

Nous revoyons collectivement notre façon de consommer par de l'éducation sur les impacts de la surconsommation. Nous favorisons un mode de vie sobre. Nous surtaxons les produits importés et offrons des alternatives locales. Nous remettons en question la consommation en favorisant les circuits courts. Nous mettons en place des règles, lois et taxations sur les produits importés visant à diminuer les flux globaux de transports de marchandises. Nous favorisons une agriculture biologique et de proximité. Le réseau des fermiers de famille rassemble 141 fermes biologiques partout au Québec qui distribue des paniers de légumes et de fruits aux résident-e-s de leur territoire proche, dans une logique de circuits courts de mise en marché.

Payer le coût réel (internaliser les externalités)

Nous prenons en considération l'ensemble des paramètres d'une production dans son coût (ex. les coûts environnemental et social des exploitations minières sont reportés sur le prix des produits utilisant ces matières premières). Ainsi, les biens trop coûteux sur le plan environnemental et social devraient être de moins en moins accessibles financièrement. Cela implique également de sensibiliser les gens au coût réel de ces produits et d'indiquer la provenance des matériaux qui les composent. L'épicerie zéro déchet Loco affiche sur les produits vendus des étiquettes indiquant leur provenance (local ou importé) et leurs

caractéristiques (biologique, équitable). Ce système pourrait être généralisé à l'ensemble de nos épiceries et commerces de consommation courante.

Gouvernance locale et démocratique

Nous mettons en place une gouvernance participative pour choisir nous-mêmes la façon dont nous utilisons les ressources publiques (planification du bas vers le haut). Nous favorisons des mécanismes de prise de décision qui impliquent le plus grand nombre de personnes et d'organisations, afin que les lois et politiques publiques soient orientées vers l'amélioration de la qualité de vie et le bien-être plutôt que la croissance économique (participation citoyenne, démocratie délibérative, budgets participatifs, etc.). Nous mettons en place une gouvernance locale inspirée du municipalisme et des communs, une gouvernance partagée où chaque voix compte et où chacun·e peut prendre part à la prise de décision collective. Les budgets participatifs sont des exemples concrets de cette gouvernance partagée. Il en existe plusieurs dans le monde et Montréal en a aussi mis un en place à la fin de l'année 2020, avec une enveloppe de 10 M\$ pour financer des projets citoyens en transition écologique. Six cent vingt idées de projets ont été soumises dans un premier temps, puis 35 projets plus concrets ont été approfondis. Les Montréalais·es ont pu proposer des projets pour leurs quartiers et ont finalement été invités à voter à l'été 2021 pour leurs projets préférés. Sept projets ont été retenus et

sont ainsi financés par les fonds publics. Cette forme de gouvernance favorise la mise en œuvre de projets répondant aux besoins et aspirations des résident·e·s.

Un salaire minimal et un salaire maximal

Le salaire minimum est implanté dans plusieurs pays dans le monde : Canada, France, Allemagne, Maroc, etc. Chaque pays le définit différemment. Au Québec, il s'élève en 2021 à 13,10 \$ par heure. Toutefois, pour plusieurs experts, ce niveau de revenu est insuffisant pour satisfaire aux besoins essentiels des travailleurs et travailleuses. Cependant, les échelles salariales induisent deux choses : il faut travailler beaucoup pour gagner le plus d'argent possible, et les compétences et savoirs ne sont pas tous rémunérés de la même manière. Des salaires ou revenus très élevés côtoient des salaires minimaux trop faibles pour assurer une vie viable et décente, et en résultent des inégalités grandissantes. Ainsi, l'établissement d'un salaire maximal permettrait de réduire les inégalités en limitant l'accumulation des biens aux mains d'une minorité. Cela peut se faire de plusieurs manières, par exemple en établissant un seuil maximal de revenu, comme c'est le cas en France pour les revenus des élu·e·s. Une autre solution est également de surtaxer les revenus au-dessus d'un certain seuil. C'est le cas par exemple à Portland, aux États-Unis, qui a décidé de surtaxer les entreprises ayant de trop grandes inégalités salariales.

Moyens

Nous cessons de promouvoir l'achat individuel de biens matériels par la publicité et nous transformons les espaces publicitaires en œuvres d'art et en murs végétaux.



Ces mesures favorisent la réduction des inégalités, mais pourraient aussi avoir un effet sur la réduction du temps de travail, puisque les salaires ne peuvent dépasser un certain plafond. Cela favorise aussi une limitation de la surconsommation.

Réduction de la publicité et réorientation des espaces publicitaires

Nous cessons de promouvoir l'achat individuel de biens matériels par la publicité, car nous savons que cette exposition constante à des achats nouveaux nous pousse à consommer des choses dont nous n'avons pas besoin. Par exemple, les mouvements anti-publicités revendiquent l'abolition des publicités dans l'espace public. L'Arrondissement du Plateau-Mont-Royal a récemment adopté un décret interdisant les panneaux publicitaires, afin de préserver le patrimoine urbain. D'autres mouvements suggèrent aussi d'interdire les publicités pour des choses qui nuisent à l'environnement, comme les publicités pour les automobiles, de la même manière que les publicités pour le tabac ont été interdites, car cela nuit à la santé publique.

Transition énergétique et réduction de notre empreinte écologique

Nous visons plus d'efficacité énergétique dans nos infrastructures et nos bâtiments. Nous bâtissons avec des matériaux durables et locaux. Nous réduisons les pertes d'énergies dans nos bâtiments, par exemple par de meilleures isolations, des systèmes de ventilation et des matériaux adaptés aux conditions climatiques locales. Ces changements passent par des politiques publiques, à la fois par des réglementations strictes sur les nouvelles constructions et la mise en place de programmes de soutien à la mise à niveau des constructions anciennes. Nous développons des systèmes de production d'énergies renouvelables et décentralisons la production énergétique. Le projet Celsius mené par Solon vise à réduire la dépendance des Montréalais·es aux énergies fossiles, comme le gaz ou le mazout, en créant des infrastructures de géothermie dans les ruelles de Rosemont–La Petite-Patrie. Ces infrastructures, gérées par une coopérative d'utilisateurs et utilisatrices permettront une adaptation aux changements climatiques grâce à un système de chauffage l'hiver et un système de climatisation l'été.

Sources

Méda, D. (2018). *Vers une société post-croissance?* Ressources en sciences économiques et sociales. <http://ses.ens-lyon.fr/articles/vers-une-societe-post-croissance>

Gaîté Lyrique. (2020). *Post-croissance*. <https://gaite-lyrique.net/lexique/post-croissance>

Bourdon, M.-C. (2020, 21 avril). Post-croissance à l'ère de la Covid-19. *Actualités UQAM*. <https://actualites.uqam.ca/2020/post-croissance-ere-COVID-19/>

Aeschimann, E. (2017, 19 avril). 10 thèses pour progresser vers une société de la post-croissance. *L'Obs*. <https://bibliobs.nouvelobs.com/idees/20170419.OBS8211/10-theses-pour-progresser-vers-une-societe-de-la-post-croissance.html#modal-msg>

Lagueux-Beloin, A. (2019, 9 mai). 4 calculateurs d'empreinte carbone au Québec. *Un point cinq*. <https://unpointcinq.ca/agir/calculer-son-empreinte-carbone/>

Ministère de l'Environnement et Lutte contre les changements climatiques du Québec (MELCC). (s.d.) *Calcule ton empreinte écologique*. <https://www.environnement.gouv.qc.ca/jeunesse/jeux/questionnaires/empreinte/questionnaire.htm>

Carbone Boréal (2020). *Compenser*. <https://carboneboreal.uqac.ca/compenser/>

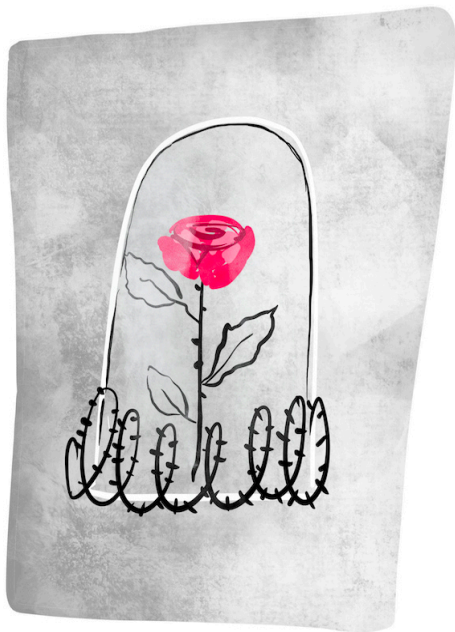
Communs

Définition

On parle de commun chaque fois qu'une communauté de personnes est animée par le même désir de prendre en charge une ressource (naturelle, matérielle ou immatérielle) dont elle hérite ou qu'elle crée, et qu'elle s'auto-organise de manière démocratique, conviviale et responsable pour en assurer l'accès, l'usage et la pérennité dans l'intérêt général et le souci du « bien vivre » ensemble et du bien vivre des générations à venir.

Ce qu'on déconstruit

Le système capitaliste repose sur l'accumulation des richesses matérielles et immatérielles sous forme de propriété privée. L'idéologie dominante valorise la propriété privée comme étant le meilleur moyen de gérer les ressources et d'en tirer le meilleur profit. Cette idée est une construction sociale bâtie au fur et à mesure du développement du capitalisme, qui a aujourd'hui contaminé l'ensemble des sphères de notre société, jusqu'à l'appropriation de semences, d'espèces végétales et de savoir-faire ancestraux à l'aide de droits de propriété intellectuelle. Elle repose sur le mythe que



Déconstruction

L'idéologie dominante valorise la propriété privée comme étant le meilleur moyen de gérer les ressources.



Définition

Une communauté organisée autour des communs se soucie des ressources, s'auto-organise de manière démocratique et responsable autour de celles-ci.

les ressources sont mieux gérées par les personnes qui les possèdent, car elles chercheront toujours à tirer le maximum de celles-ci, et donc qu'elles ne dégraderaient pas leur propriété au risque de lui faire perdre sa valeur. Cette idée renforce le caractère individualiste de notre société, au sein de laquelle la réussite d'un individu se mesure par ses possessions personnelles et le contrôle qu'il a sur celles-ci. L'investissement dans des activités spéculatives (immobilier, actions et parts dans des entreprises) à des fins d'enrichissement individuel est vu comme une manière légitime de réussir sa vie. Or, le système actuel, organisé autour d'une recherche de profit rapide, ne garantit pas que les ressources soient préservées sur le long terme grâce à la propriété privée. Au contraire, nous voyons avec les dégradations liées à l'extractivisme et la diminution des réserves d'énergies fossiles que l'appropriation de ressources non renouvelables et leur exploitation conduisent à leur disparition. En outre, l'appropriation des ressources naturelles, matérielles comme immatérielles, est un facteur important d'inégalités sociales et économiques et prive les moins nantis de biens essentiels (tel que le logement, l'accès à des terres agricoles, l'accès aux connaissances et aux savoirs, etc.). De plus, le système de la propriété privée ne permet pas une juste répartition des richesses, alors que les coûts sociaux et environnementaux de la dégradation de ces ressources sont payés collectivement.

Finalement, l'enjeu n'est pas seulement économique, mais aussi politique. En effet, ce modèle induit une forme de gouvernance peu (ou pas) démocratique, puisque ce sont les personnes et entités économiques possédantes qui ont le pouvoir de décision sur la gestion de ressources souvent utiles, voire essentielles à tous et toutes.

Ce à quoi on aspire

Nous voulons une économie des communs, au sein de laquelle les ressources sont gérées collectivement le plus possible, dans l'intérêt général. Cette économie n'est pas orientée vers la recherche de profit, mais vers l'enrichissement collectif, la juste répartition des ressources et la préservation de nos écosystèmes naturels et sociaux. Les biens et services ne sont plus privatisés, ils appartiennent au collectif et sont gérés par les règles que nous nous sommes données. La propriété collective devient la norme. La communauté se rassemble pour gérer collectivement les communs publics, à la fois les ressources à grande échelle comme l'eau, les forêts, les pêcheries ou les ressources plus locales comme les espaces collectifs ou les espaces verts.

Cela implique une nouvelle façon de concevoir la richesse. La richesse désigne pour nous l'épanouissement personnel et collectif, et la réussite de nos objectifs collectifs, au lieu du profit et de l'accumulation de possessions individuelles. Une société n'est riche que lorsque l'ensemble de ses membres y vivent dans la dignité et peuvent subvenir à leurs besoins, tant en

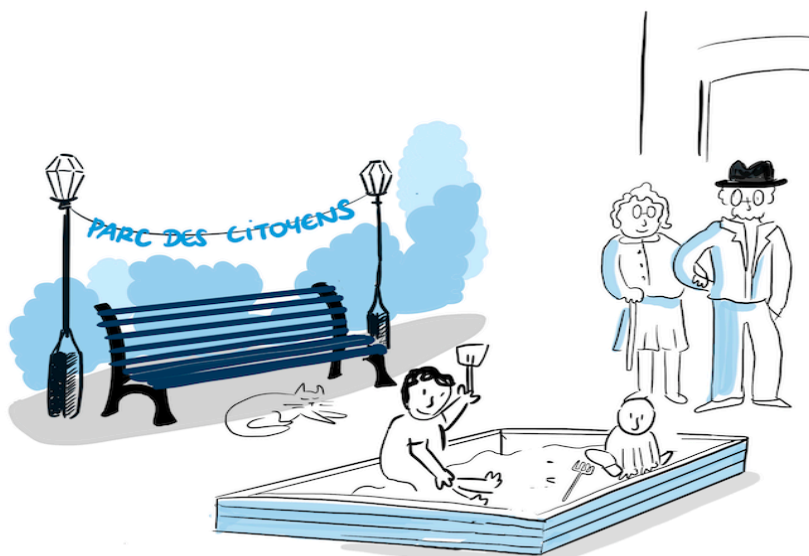
matière de subsistance que de relations sociales. Nous mesurons la richesse de notre société à l'accès aux biens et services, à la juste répartition des richesses produites collectivement, au dynamisme de nos espaces collectifs et nous reconnaissons les avantages de contribuer à cette richesse collective.

La valorisation du collectif implique le respect des différences individuelles autant que l'accord sur des valeurs communes. Nous bâtissons des idéaux collectifs que tous et toutes embrassent et poursuivent par leurs actions. Notre organisation sociale n'est plus hiérarchique et pyramidale, mais organique, chacun-e y a une place. Le collectif est notre force. Nous répondons aux besoins de tous et toutes de façon collective et équitable, dans le respect du bien commun et des limites de notre planète.

Comment on s'y rend

S'organiser ensemble pour permettre au collectif d'émerger

Dans un premier temps, nous encourageons les initiatives collectives et mettons de l'avant les bienfaits du travail en collaboration. Nous fonctionnons le plus possible sur un mode collaboratif et réapprenons à faire les choses ensemble, nous mettons en place des mécanismes pour consacrer du temps aux projets collectifs (incitatifs économiques, accompagnement de projets citoyens, journées dédiées au bénévolat dans les entreprises).



Aspiration
La propriété collective devient la norme.

Nous utilisons l'intelligence collective dans nos actions pour que tout le monde puisse trouver sa place dans l'élaboration de projets collectifs ou communs, pour donner envie aux citoyens et citoyennes de participer à ces projets, et que ces actions collectives deviennent la norme dans la société. Le Forum Décider Rosemont Ensemble est une démarche collective de mobilisation citoyenne dont le but est d'établir les priorités d'action pour le développement local du quartier Rosemont. Cette démarche, reproduite 3 fois (2006, 2012, 2017), a permis d'établir collectivement des actions à réaliser pour les 5 ans à venir. Des priorités d'actions ont été établies à partir de plusieurs rencontres citoyennes dans des cafés et des centres communautaires, suivies par une journée de Forum citoyen. Ces priorités ont ensuite été mises en œuvre par des comités de citoyen-ne-s, accompagnés par les organismes communautaires du quartier sur les thèmes du logement et de la gentrification, de l'accès à l'alimentation, de la mobilité, du verdissement, etc.

Renforcer la démocratie locale

Pour sensibiliser les populations à la gestion en commun des ressources, nous favorisons la coconstruction de décisions publiques au niveau local. Les municipalités mettent en place des mécanismes citoyens de consultation et de gestion de projets d'amélioration des milieux de vie. À Trois-Pistoles, les Assemblées citoyennes des Basques sont un espace de démocratie directe et non-partisan, qui permet aux citoyen-ne-s de s'exprimer sur les enjeux qui les touchent dans la MRC des Basques. À chaque rencontre, le ou les sujets discutés sont proposés et décidés par les participant-e-s présent-e-s et peuvent faire l'objet de rapports périodiques au Conseil de Ville de Trois-Pistoles.

Maximiser la gestion commune des espaces publics et communautaires

Nous transformons des bâtiments centraux pour le quartier en communs (ex. ancienne église, lieux centraux non utilisés, etc.) pour y faire des lieux communautaires. Ces lieux de rassemblements sont dédiés à l'émergence de projets communs, au tissage de relations sociales, et on y trouve des ressources partagées ou en commun (véhicules, outils, cuisines, etc.). Les projets de Tiers Lieux menés par Solon et le Bâtiment 7 sont des exemples de cette gestion commune d'espaces communautaires. Des groupes de citoyen-ne-s ou des membres des organismes s'organisent ensemble pour décider des règles d'utilisation et des fonctions de ces espaces. À Montréal-Nord, la

Voisinerie, un stationnement appartenant à un organisme gestionnaire de logements communautaires, a été transformée en espace de jardins et de jeux pour enfants. Cet espace est partagé entre un organisme communautaire, des résident-e-s des logements communautaires, le comité citoyen de jardinage, et le CPE local. Les espaces publics comme les parcs ou les rues pourraient aussi être gérés en commun, les exemples de Bonheur Masson et l'Oasis Bellechasse dans Rosemont-La Petite-Patrie le montrent. Les citoyen-ne-s se sont organisé-e-s pour les embellir et les animer pour améliorer leur milieu de vie, répondre aux besoins de lieux de rassemblements et de verdure dans leur quartier, et optimiser l'utilisation de ces lieux sous-utilisés.

Partager plutôt que posséder

Nous multiplions les initiatives de partage des ressources, plutôt que la possession individuelle. Les modèles de Locomotion ou de La Remise sont des exemples de gestion en commun de ressources. Les outils de La Remise et les vélos et remorques de Solon appartiennent à l'ensemble des membres-utilisateurs qui communalisent les coûts d'achat et d'entretien et gèrent collectivement leur utilisation. Les bibliothèques publiques sont aussi des formes de communalisation, les livres appartiennent à la municipalité et donc à l'ensemble des résident-e-s, et leur usage est réglementé pour que tous et toutes puissent y avoir accès. Imaginons un monde dans lequel les voitures, les outils de bricolage ou de cuisine, les meubles, les vêtements seraient mis en commun. Ce partage des ressources permet ainsi de limiter la pression sur les ressources naturelles, en particulier les ressources non renouvelables. En partageant plus et en produisant moins, il devient possible de moins fabriquer, moins travailler, moins transporter.

Faire usage des communs numériques et en créer de nouveaux

Les espaces numériques peuvent aussi être mis en commun. Le plus connu est Wikipédia, gigantesque encyclopédie collaborative, devenue incontournable dans nos vies quotidiennes. Les articles qu'on y trouve sont produits et révisés par des internautes, la plateforme est financée par les dons des usagers plutôt que par la publicité. Passerelles, une plateforme éthique de collaboration et de mise en relation pour les citoyen-ne-s et les acteurs du développement collectif et de l'innovation sociale, est un autre exemple au Québec. Nous maximisons individuellement notre

usage de ces communs numériques, plutôt que des outils numériques du GAFAM². Nous créons nous-mêmes nos outils en accord avec nos besoins et les contenus que nous souhaitons y trouver. Nous nous organisons collectivement pour financer et gérer ces outils numériques.

Faire du logement un bien commun

Nous mettons en place des réglementations favorisant l'habitat collectif (coopératives, co-habitat) afin de faire du logement un droit et de favoriser la gestion en commun du parc immobilier. Les résident-e-s de nos villes et villages peuvent ainsi se loger à moindres frais et partager collectivement les coûts reliés au logement, en dehors de spéculation immobilière. Les formes d'habitats collectifs et coopératifs permettent de sortir les biens immobiliers de la spéculation et de favoriser le droit au logement pour tous et toutes. Il y en a plus de 1 300 au Québec, regroupant plus de 30 000 logements. Les membres s'impliquent démocratiquement dans la gestion de leurs coopératives. Les loyers servent à l'acquisition des logements par la coopérative (hypothèque), mais aussi à son entretien et non à l'enrichissement d'un propriétaire unique.

Une autre façon de contribuer à la société, de créer de la richesse dans la société

Nous valorisons le capital social des projets communs en mettant de l'avant les effets positifs sur la communauté (création de lien social, amélioration de la qualité de vie des résident-e-s, préservation des écosystèmes, etc.). Lorsque les projets génèrent des profits, ceux-ci sont redistribués dans la communauté et pas seulement pour ses initiateurs, par exemple en créant des fonds d'investissement pour d'autres projets collectifs. Par exemple, Solon a mis en place un fonds local de transition permettant de financer des petits projets citoyens à hauteur de 2000 \$. Ce fonds est géré par les membres de Solon qui décident démocratiquement de l'attribution des demandes. Il est alimenté par des dons et le surplus des activités du Lab Transition.

Collectiviser les entreprises

Les entreprises sont encouragées à adopter un modèle coopératif ou d'organisme sans but lucratif. À l'interne, nous encourageons les expériences d'autogestion ou d'horizontalité et la démocratisation des processus décisionnels par le consensus. Nous faisons davantage



Moyens

Les bâtiments centraux dans les quartiers sont transformés en espaces de vie et de rassemblement et l'on y trouve des ressources partagées.

connaître les entreprises adoptant des modèles de coopératives de solidarité ou de travail, comme Molotov, la première coopérative de communication à but non lucratif au Québec. Les membres de cette coopérative ont décidé de travailler sans patron et de choisir les projets qui correspondent à leurs valeurs. Ils et elles accompagnent des organismes, syndicats, personnalités publiques, etc.

Les licences publiques sont rendues obligatoires. Nous créons des incitatifs au partage de connaissances, de techniques, d'outils, et à la gestion des ressources en commun entre entreprises. En temps de crise, les entreprises sont mises à contribution pour trouver des solutions aux problèmes collectifs (production de denrées ou produits nécessaires à la société, ouvertures des locaux-usines).

² Acronyme désignant les cinq entreprises de technologies les plus populaires et les mieux cotées en bourse.

Action collective pour le changement

Définition

Une action collective est «une action commune et concertée des membres d'un groupe afin d'atteindre des objectifs communs dans un environnement donné». Les motivations peuvent être matérielles, ou immatérielles comme la défense de certaines valeurs (La Toupie, s.d.) : justice sociale, solidarité, équité, etc. L'action collective permet de proposer et d'orienter une réorganisation sociale.



Définition

S'organiser collectivement nous permet d'atteindre des objectifs communs.

Ce qu'on déconstruit

Le système économique actuel est complexe, et nos vies sont profondément imbriquées dans ce système. Ainsi il peut être difficile de sentir que nous avons une prise directe sur ce dernier. Ces éléments contribuent aux difficultés d'avoir une vision claire des changements à apporter, et de reconnaître où et comment passer à l'action en priorité.

D'une part, cette absence de vision d'avenir suscite une peur de l'inconnu pour les individus, et il semble plus inconfortable à vivre que le statu quo, notamment

en raison de la pression sociale qui peut exister lorsqu'on essaie de sortir du système en place. Aussi, nous remettons peu en question le fonctionnement de notre société. Face aux transformations à apporter dans nos modes de vie pour limiter les changements climatiques et s'y adapter, nous proposons des solutions individuelles qui ont peu d'impacts apparents, alors que les solutions collectives seraient plus porteuses. L'atmosphère de compétition entre les individus renforce la dilution de la responsabilité et fait qu'il ne



Déconstruction

Le discours dominant suggère que les gestes individuels sont suffisants, mais des solutions collectives seraient plus porteuses.

nous est pas naturel de nous organiser collectivement pour trouver des solutions aux injustices sociales et environnementales.

D'autre part, il existe plusieurs barrières systémiques, légales, normatives, visant à protéger le système capitaliste et à permettre sa perpétuation. Le système politique, qui maintient un cadre « autoritaire » et pyramidal, complique l'engagement individuel, ou la confiance que les individus ont dans l'impact de leurs actions collectives. Hyperspécialisés dans nos compétences et savoir-faire, nous ne savons pas toujours quelles actions poser pour faire bouger la société. Nous nous trouvons dans une forme de dépendance pour subvenir à nos besoins, et manquons de temps pour acquérir les savoirs nécessaires à notre autonomie.

Ce à quoi on aspire

Nous voulons nous rassembler et proposer collectivement une société mettant l'humain et la planète au cœur des décisions. Nous aspirons à développer une vision d'avenir à laquelle tous et toutes participent et adhèrent, au sein de laquelle il est permis



Aspiration

L'humain et la planète sont au cœur des décisions.

de rêver et de développer des idées nouvelles. Nous souhaitons vivre dans la liberté de réinventer notre société en fonction de nos aspirations, plutôt que d'être sous la contrainte d'un système qui nous dépasse et sur lequel nous avons peu de pouvoir. Les citoyen-ne-s croient en leur capacité d'agir et savent qu'ils peuvent changer les choses grâce à leurs actions. Nous voulons lever les barrières systémiques et les obstacles structurels qui freinent l'organisation collective. Par exemple, nous voulons faire en sorte que nos rythmes de vie soient moins réglés par le rythme de l'école ou du travail. Nous souhaitons mettre en œuvre un système politique et économique au sein duquel chaque citoyen.ne peut participer aux prises de décisions et aux actions collectives, pour son environnement, son épanouissement et celui de la communauté..

Comment on s'y rend

Se saisir des crises

Nous devons faire des crises actuelles des occasions, des potentiels de changement pour réaliser des choses qui n'auraient pas pu être possibles sans la crise. Les inégalités révélées par ces crises (crise sanitaire, crise du logement, crise climatique) pourraient encourager la transition grâce à l'adhésion du plus grand nombre à l'idée qu'un changement sociétal est nécessaire. Nous pouvons nous coordonner pour faire émerger des transformations et faire converger les combats et renforcer notre capacité d'action. Finalement, il s'agit de jouer sur la force du collectif, et de reconnaître l'interdépendance des différentes luttes. Les marches pour le climat de septembre 2019 ont rassemblé des milliers de personnes à travers le monde. À Montréal, c'est plus de 500 000 personnes qui se sont réunies. Même si les répercussions sur les décisions publiques sont encore faibles, nous voyons à travers ces exemples que les préoccupations et revendications autour de la crise climatique rassemblent une grande diversité de personnes à travers le monde.

Se structurer pour pouvoir s'opposer aux multinationales

Les entreprises multinationales détiennent une grande partie du pouvoir de décision sur nos sociétés, par le lobbying auprès des gouvernements comme par leurs actions privées. Nous souhaitons une société au sein de laquelle les décisions sont prises dans l'intérêt des citoyen-ne-s et non des entreprises privées. En nous organisant pour lutter contre les lobbys, nous créons des

occasions de nous lier, de produire une société plus solidaire, et d'avoir plus de courage ensemble. Le mouvement Le Monde à bicyclette, association montréalaise, a conduit une mobilisation de 1975 à 2000 pour défendre la place du vélo dans la ville. Les cyclistes se sont opposés à l'idée d'une ville complètement orientée vers la voiture, avec plusieurs activités citoyennes : performance artistique, manifestations, etc. Ce mouvement était un moyen de faire entendre la voix des cyclistes dans un monde dominé par le lobbying automobile et pétrolier. Toujours à Montréal, Action-Gardien, la Corporation de développement de Pointe-Saint-Charles, regroupe les organismes communautaires du quartier. Par la concertation, l'action collective et la mobilisation citoyenne, elle vise à renforcer la prise en main par la population de l'amélioration de ses conditions de vie. Autre exemple : la Coalition Fjord, regroupement citoyen créé en 2018 et qui milite pour la protection de l'équilibre écologique du fjord du Saguenay. Cette coalition contribue à la lutte aux changements climatiques en sensibilisant la population sur les impacts des projets industriels, notamment l'augmentation du trafic maritime sur le fjord.

Faire de la place à l'engagement

Nous pouvons utiliser du temps de travail pour l'engagement social. Nous encourageons les gens à donner de leur temps pour participer à des projets collectifs, par exemple en multipliant les occasions de s'engager dans l'espace public, en rendant visible l'engagement social dans la communauté (portrait de personnes engagées, médiatisation de réalisations collectives, prix et concours de l'engagement collectif, etc.). Nous mettons en place un parcours de visites et outils virtuels (cartes interactives) permettant de faire connaître des initiatives citoyennes présentes ainsi que les commerces locaux du quartier.

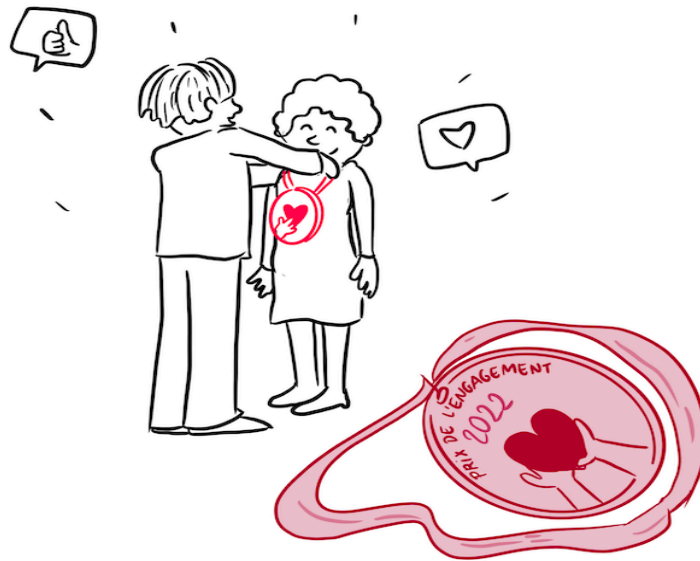
Une carte interactive (et format papier) affiche tous les lieux de réunions pour les activités collectives et lieux d'appropriation de l'espace public. Nous nous assurons que ces espaces sont facilement accessibles à toutes et tous, en transports collectifs et actifs. Par exemple : les jardins de la ville de Sydney qui sont en plein centre-ville et où les riverain·e·s accèdent à toute heure. Ils sont connectés par tous les transports en commun (métro, vélo, voiture, bateaux).



Moyens

Nous faisons de la place à l'engagement en valorisant les espaces d'implication possible.

Moyens
L'engagement est reconnu et valorisé de façon concrète.



Développer un mouvement collectif à l'échelle du quartier

Dans nos quartiers, nous généralisons des processus de démocratie participative (conseils de quartiers, comités de voisins, etc.). Nous nous regroupons entre voisin·e·s pour apprendre à se connaître et se faire confiance, développer des réseaux de partage, de connaissances. Nous mettons à disposition des voisin·e·s des espaces communs pour nous réunir, faire des projets, penser. Nous créons des groupes locaux représentatifs des résident·e·s du quartier et inclusifs pour avoir une réflexion sur l'avenir du territoire, la façon de le gérer, expérimenter des actions concertées. Chaque instance locale fait de la place pour la prise de parole citoyenne. Le Bâtiment 7 est un emblème de la mobilisation citoyenne montréalaise. Les résident·e·s du quartier Pointe-Saint-Charles se sont mobilisés de 2003 à 2012 pour le développement d'une friche industrielle appartenant au Canadien National. Ils ont mené une opération populaire d'aménagement pour contrer un projet de casino et de centre de foires afin de proposer un projet alternatif de développement orienté vers les besoins réels de la communauté. Aujourd'hui, ce centre autogéré abrite une épicerie solidaire, une fermette, une brasserie artisanale, une arcade, des ateliers et une école d'art. Une deuxième phase de mobilisation a permis de s'opposer à l'implantation de condos sur le site.

Se préparer pour la suite, s'organiser pour agir collectivement

Nous écrivons une nouvelle histoire ensemble, nous travaillons à une vision commune à partir d'inspirations d'ici et d'ailleurs. Nous trouvons ensemble un objectif commun et nous nous accordons sur les mêmes valeurs. Nous planifions des étapes du changement à partir de cette vision. Nous intégrons une pluralité d'approches pour atteindre cette vision et pouvoir faire pression à plusieurs niveaux de nos gouvernements (travail de pression, soutien des groupes de pression, pression des citoyen·ne·s sur les gouvernements). Par exemple, dans la ville de Totnes, premier foyer du mouvement citoyen des Villes en transition initié par Rob Hopkins, l'établissement d'une vision et d'ateliers d'idéation ont permis l'émergence de plusieurs projets collectifs. Ce présent récit de la transition, que nous sommes en train de co-construire, participe aussi à la transformation de milieux de vie et propose une alternative au modèle néolibérale, en rassemblant des citoyen·ne·s autour d'une vision commune.

Source

La Toupie. (s.d.) *Action collective, action de groupe*. Toupictionnaire : Le dictionnaire de politique. https://www.toupie.org/Dictionnaire/Action_collective.htm

Réorganisation du travail

Définition

La notion d'équilibre entre le travail et la vie personnelle a été nommée à plusieurs reprises. « C'est le fait de se sentir compétent dans ses principaux rôles et [d'être] capable de les gérer de façon harmonieuse » (Gazette uOttawa, 2020). Dans le cadre de cette idée d'équilibre, il y a des enjeux d'épanouissement, tant personnel que collectif, et de justice sociale qui touchent notre rapport au temps et au travail et nos rythmes différents.

Ce qu'on déconstruit

Nous vivons dans un monde qui valorise l'hyperactivité professionnelle, avec l'idée que plus nous travaillons, plus nous sommes de « bons citoyen-ne-s », car nous contribuons à l'essor économique. Notre identité est définie par la culture de la performance dans une société compétitive : le monde du travail exige l'excellence, l'évaluation, la comparaison. Il est mieux vu d'être suroccupé que sous-occupé. Le travail se mesure au nombre d'heures travaillées, et nous nous définissons principalement par le travail dans la société : si nous ne travaillons pas, nous avons le sentiment de ne servir à rien. Le système politique maintient un cadre « autoritaire » vis-à-vis du rythme et du travail. Le travail est organisé sous une forme pyramidale tant au sein de l'entreprise que dans sa répartition géographique. Les entreprises ne sont pas situées à proximité de résidence de leurs employés et ils ont peu de pouvoir sur les décisions qui s'y prennent.



Déconstruction

Nous vivons dans un monde qui valorise l'hyperactivité professionnelle.



Définition

Nous trouvons un équilibre entre le travail et la vie personnelle.

Dans le même temps, le travail est souvent assimilé à une souffrance, une obligation, un « mal nécessaire », d'autant plus que nos emplois sont peu gratifiants, voire aliénants pour une majorité d'entre nous. Le sens du travail ou le fait que ce soit un travail essentiel n'a pas de valeur particulière. En outre, il existe aussi des emplois qui n'ont pas de sens : David Graeber parle de « *bullshit job* », un concept désignant les types d'emplois rémunérés qui sont si inutiles, superflus ou néfastes que même l'employé-e ne parvient pas à justifier l'existence de son emploi, bien qu'il ou elle sente l'obligation, pour honorer les termes de son contrat, de faire croire qu'il n'en est rien.

Dans cette même logique, la conciliation de la famille, des loisirs, des activités non rémunérées et du travail sont difficiles. Peu de milieux de travail offrent la possibilité de réduire son temps de travail ou un choix d'horaires qui favorise un meilleur équilibre de vie. En outre, seul le travail rémunéré est valorisé, au contraire du travail non rémunéré, comme le bénévolat, qui assure pourtant de nombreux services essentiels pour bien des populations.

La disparité face aux salaires ou aux conditions de travail demande également aux personnes avec de bas salaires de cumuler parfois plusieurs emplois pour s'en sortir. De la même façon, l'accessibilité à l'emploi ou la reconnaissance des diplômes peut être un frein pour certaines personnes, et les questions de rythme, de prendre le temps, deviennent des enjeux de justice sociale.

Finalement, le système dans lequel nous nous trouvons ne prend pas en considération les inégalités face aux capacités individuelles. Certaines personnes sont isolées du marché du travail, et font face à de fortes discriminations économiques, car elles ne peuvent pas travailler un grand nombre d'heures à la fois ou des horaires fixes chaque jour. Cette standardisation amène les individus, soit à se conformer à un monde du travail et un mode de vie qui ne leur correspond pas, soit, à être isolés du reste de la société, faute de pouvoir « rentrer dans le moule ».

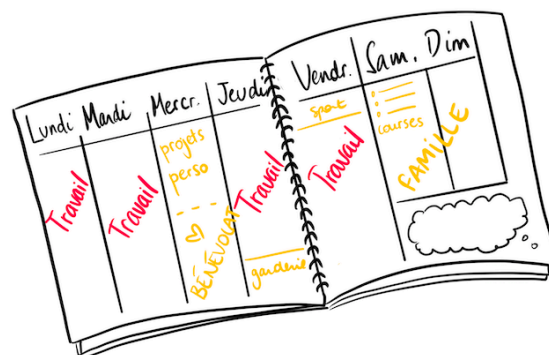
Ce à quoi on aspire

Que chacun-e trouve un sens dans son travail et/ou ses implications, actions, avec une juste reconnaissance (en termes de salaire, de diplômes, de pénibilité, de savoir-être et savoir-faire, notamment), que ce soit pour un travail rémunéré ou non. Les responsabilités et prises de décision sont partagées. Le travail essentiel est valorisé, et la pénibilité et l'utilité réelle du travail pour la

société sont considérées. Les « bullshit jobs » n'existent plus, nous aspirons à une société dans laquelle les gens ne travaillent pas « pour rien ». Chacun-e dispose aussi du temps et des ressources pour s'organiser au plus proche de son rythme et trouve un équilibre entre le travail et la vie personnelle. Dans cette société, il est permis de prendre du temps pour soi, mais aussi pour les autres, pour la communauté.

Cela suppose la mise en place d'une économie qui valorise le bien-être des individus avant le profit. Il s'agira de sortir du rythme de vie actuel pour arriver à une forme d'organisation sociale qui permet de respecter et valoriser :

- nos rythmes différents et de redonner une place à la liberté, à la flexibilité et à la spontanéité.
- notre énergie et nos besoins physiologiques, avec l'établissement d'horaires de travail respectueux de nos niveaux d'énergie, par exemple, en fonction des saisons.
- notre besoin de prendre soin de nous et des autres.



Aspiration

Chacun-e dispose du temps et des ressources pour s'organiser au plus proche de son rythme et trouve un équilibre entre le travail et la vie personnelle.

Comment on s’y rend

Changer notre rapport au travail

Nous normalisons le travail à temps partiel, par différents mécanismes : obligation des entreprises à accorder le travail à temps partiel, augmentation des salaires, répartition des rôles et responsabilités au sein de l’entreprise. Pour que cela soit accessible à tous et toutes, il s’agit d’un changement collectif, par la reconnaissance des bienfaits du travail à temps partiel pour le bien-être individuel et de la communauté. Nous transformons l’idée que le travail est la source de notre accomplissement personnel en accordant du temps à d’autres activités. Un test de semaine de 4 jours a été réalisé dans le service public islandais, et a permis de démontrer que la réduction du temps de travail augmentait le bien-être des employés, sans diminuer la productivité, voire en l’augmentant.

Favoriser des rythmes de travail flexibles

Nous levons certaines barrières systémiques au travail atypique (ex. : fréquence des transports publics à des horaires imposés) pour que chacun-e puisse mieux respecter son propre rythme. Nous nous inspirerons de certaines communautés qui ont un lien différent avec le temps. Nous nous efforçons de respecter le rythme de chacun-e sans jugement et nous avons la possibilité de changer de rythme en fonction de nos besoins et de l’évolution de nos vies. Par exemple, il est de plus en plus conseillé aux milieux de travail de mettre en place des mesures de conciliation travail-famille. Le ministère de la Famille du Québec a produit un guide visant à aider les entreprises à mettre en place ces mesures. Il incite à assurer une certaine flexibilité pour les personnes ayant des besoins particuliers, comme sortir plus tôt pour aller chercher les enfants à l’école le soir, mais aussi à fournir des jours de congés adaptés à ces besoins : congés maladie pour les enfants, congés parentaux, etc.

Au besoin, le travail à distance peut être adopté pour celles et ceux qui ont des défis pour se déplacer. Cela implique de favoriser l’accès aux outils numériques par de l’accompagnement et de la formation offerte par l’entreprise.

Privilégier le travail utile et épanouissant

Nous ne travaillons pas forcément pour atteindre un enrichissement matériel, mais parce que nos emplois ont du sens pour nous et pour nos communautés. Nous valorisons les métiers en fonction de leur utilité sociale.

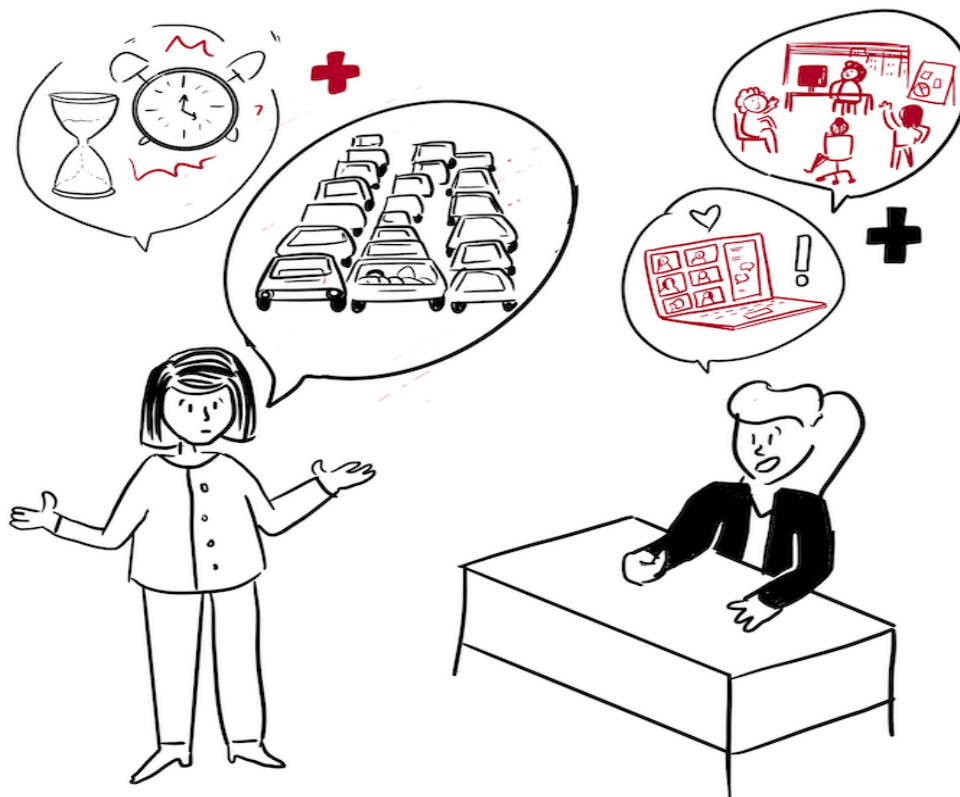
Nous donnons de l’importance au temps passé en communauté plutôt qu’à la rentabilité de nos emplois rémunérés. Nous ne sommes plus soumis à des diktats de performances et nous fixons collectivement des objectifs atteignables dans nos travaux. Par exemple, l’entreprise Buurtzorg aux Pays-Bas a redéfini la façon dont les infirmières et infirmiers travaillaient auprès des aîné-e-s en favorisant la création de relations interpersonnelles qui favorisent une connaissance fine des personnes accompagnées et de leur réseau. Ce modèle s’est placé en opposition à une gestion minutée du temps de travail des employé-e-s, qui peuvent maintenant prendre le temps d’accompagner les aîné-e-s de façon plus complète et holistique. Cela a favorisé l’épanouissement des personnels de santé et une meilleure efficacité dans les soins.

Changer la culture de nos organisations

Nous transformons la culture organisationnelle dans les entreprises en adoptant des modèles de gestions différentes : autogestion, slow management, sociocratie, holocratie. Nous mettons en place des structures organisationnelles centrées sur le *care*. Les entreprises prennent soin de leurs employé-e-s. Nous admettons l’interdépendance des individus au sein de l’organisation et réduisons les dynamiques compétitives. Toutes les formes de contributions à la mission de l’organisation sont prises en compte, autant les savoir-être que les savoir-faire. Nous créons des espaces sécuritaires (safe space) au sein de nos organisations, au sein desquelles nous sommes nous-mêmes, et nous favorisons l’écoute active. Frédéric Laloux décrit par exemple le cas d’une école en Allemagne qui favorise la bienveillance entre les élèves et les professeurs, par une assemblée hebdomadaire dédiée à des prises de paroles sur les bons coups de chacun-e.

Décloisonner les tâches et partager les responsabilités

Nous nous organisons pour que les emplois aient un sens pour chacun-e d’entre nous. Nous nous répartissons les différents types d’emploi pour donner à chacun-e la chance de faire ce qu’il aime, et partager les travaux plus pénibles ou contraignants. Les relations professionnelles sont plus organiques et moins hiérarchiques. Chacun-e a une place dans la prise de décision, en fonction de ses compétences, de ses désirs et des implications des décisions sur son travail au quotidien, plus d’autonomie est donnée aux personnes. Frédéric Laloux décrit plusieurs organisations qui fonctionnent avec des structures non hiérarchiques.



Moyens

Des solutions sont trouvées pour s'adapter aux réalités individuelles.

Solon a récemment adopté une structure de travail par cercle au sein de laquelle les décisions se prennent collectivement. Chaque cercle gère un enjeu ou une thématique transversale, les employés sont membres des cercles qui touchent directement à leurs rôles et responsabilités. Tout le monde peut prendre n'importe quelles décisions, même les décisions budgétaires pour autant que l'ensemble des personnes concernées dans l'équipe soit consulté.

Source

Gazette uOttawa. (2020, 14 octobre). *L'équilibre travail-vie personnelle : qu'est-ce que cela signifie et comment l'atteindre?* <https://www.uottawa.ca/gazette/fr/nouvelles/lequilibre-travail-vie-personnelle-quest-ce-que-cela-signifie-comment-latteindre>

Valoriser nos savoirs et savoir-faire

Nous accordons un prix juste aux expertises et savoir-faire de chacun-e, pour permettre à tout le monde de travailler moins et de pouvoir subvenir à ses besoins. Cela implique de réduire la hiérarchisation des emplois et des tâches. Les salaires sont tous évalués sur la même grille horaire, quel que soit l'emploi occupé. Nous nous inspirons des pratiques de gestion horizontale des entreprises pour évaluer collectivement le tarif horaire. À titre d'exemple, Solon a mis en place une organisation horizontale au sein de ses équipes de travail. Celles-ci décident collectivement d'un salaire fixe pour tous les membres de l'équipe en fonction des capacités financières de l'organisation.

Action politique citoyenne

Définition

Le citoyen ou la citoyenne est un acteur politique, au même titre que les acteurs économiques, les institutions publiques, les organisations de la société civile. Fort-e de ses droits politiques et sociaux, le citoyen ou la citoyenne exerce son rôle politique au quotidien, en participant à la vie de la cité, tant par ses réflexions et actions que par sa contribution aux délibérations et choix collectifs. Elle-il apprend, à « accomplir des actions [...] en tant que membre d'une entité politique » (Ogien, 2019). Le citoyen ou la citoyenne s'informe, crée des liens avec les individus et communautés qui l'entourent, s'engage, développe son pouvoir, et contribue à la société et à son amélioration.



Définition

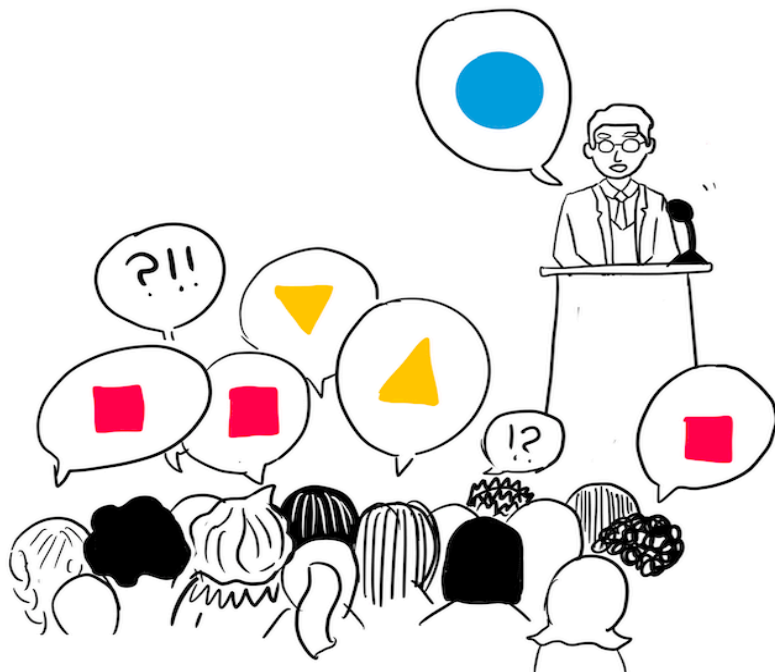
La citoyenneté implique d'exercer son rôle politique au quotidien, de participer aux décisions et choix collectifs.

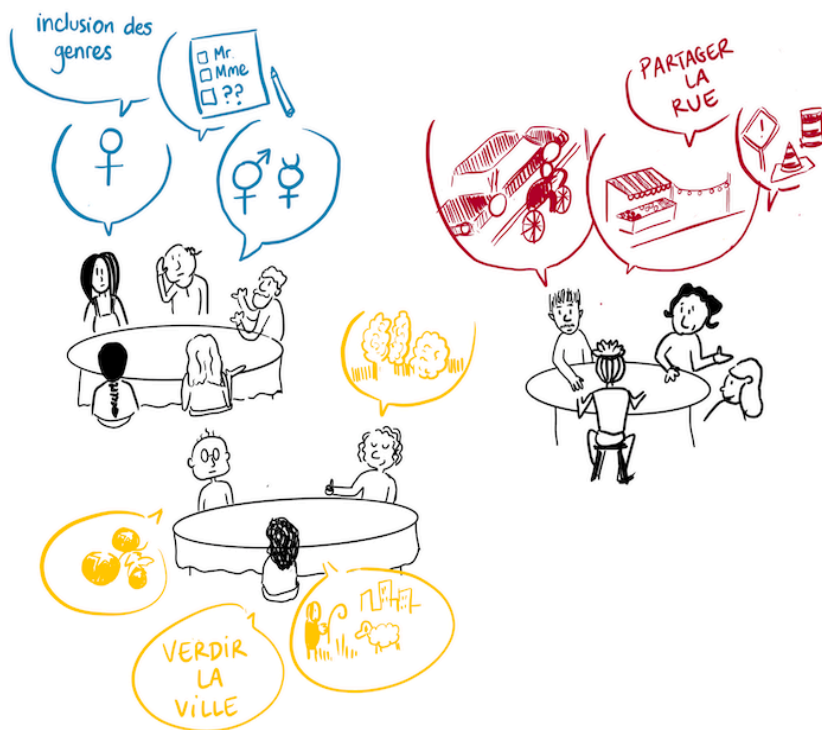
Ce qu'on déconstruit

Dans notre société plutôt orientée vers la réussite et les performances individuelles, l'engagement dans nos communautés est relativement peu valorisé. Les systèmes politiques sont organisés autour de la délégation de pouvoir et de responsabilités à quelques individus élus, dont on attend qu'ils répondent à nos besoins et aspirations. Les citoyen-ne-s ont relativement peu de pouvoir, et il est difficile de faire partie des sphères décisionnaires. Il en résulte peu de passage à l'action collective et un certain attentisme

face aux changements qui nous entourent. En somme, nous subissons plus que nous ne créons les règles qui régissent nos vies, nos territoires, nos ressources, nos interactions sociales et économiques. Les décisions prises « par le haut » ne satisfont pas toujours l'intérêt général. On observe un certain détachement des citoyen-ne-s à l'égard de la politique comme en témoignent les taux d'abstention élevés aux élections. Pour certain-e-s, l'absence d'engagement est aussi due à un manque de temps, pour s'informer, participer à des activités participatives, etc.

Déconstruction
Les décisions prises par nos représentant-e-s ne sont pas toujours à l'image de l'intérêt général.





Aspiration

Les citoyen·ne·s sont impliqués·es dans les décisions collectives et discutent d'enjeux de société.

Ce à quoi on aspire

Nous souhaitons libérer du temps dans nos vies pour prendre part à la vie politique de nos territoires. Nous pourrions ainsi contribuer à la société, faire des choix démocratiques et avoir un réel pouvoir sur les décisions qui nous concernent. Quel que soit le modèle choisi, représentatif ou participatif, nous aspirons à une implication beaucoup plus grande de chacun·e dans les décisions collectives. Nous souhaitons que les citoyen·ne·s puissent prendre part à des initiatives, au sein desquelles la prise de décision est collective, et les responsabilités sont partagées. L'implication des citoyen·ne·s dans la gouvernance de leur territoire passe autant par les processus électoraux que par leur participation à des activités communautaires démocratiques. Ainsi, chacun·e assume sereinement que des rapports de forces doivent changer et que cela peut générer du conflit. Chacun·e sait aussi que le changement nécessite parfois de faire des concessions et d'accepter des règles qui favorisent le collectif sur l'individuel. Par le fait même, les citoyen·ne·s développent une certaine autonomie dans les projets de gouvernance, en fonction de leurs aspirations et de leurs capacités, que ce soit au sein des organisations politiques partisanes ou au sein d'un projet local par exemple. Enfin, nous testons et déployons divers

mécanismes de démocratisation des différents niveaux de gouvernement (ex. tirage au sort, etc.). Ces processus permettent l'implication et la représentation équitable des citoyen·ne·s aux différents niveaux de la prise de décisions et augmentent leur pouvoir politique.

Comment on s'y rend

S'opposer aux injustices et à la destruction de l'environnement

Les mouvements sociaux ont toujours eu pour moyen d'action l'organisation de manifestations ou d'autres stratégies visant à occuper l'espace public et à bloquer les projets et les politiques injustes et destructeurs. Se mobiliser, se rassembler et scander nos aspirations sont des actions éminemment politiques et, si elles sont suffisamment soutenues, elles donnent des résultats. En 2012, le printemps érable a été l'occasion de remettre à l'avant-scène l'importance que notre société accorde à l'accessibilité aux études postsecondaires, et le mouvement étudiant appuyé d'une grande partie de la population a permis de protéger cet acquis social. Depuis 2008 avec l'arrivée de l'exploration des gaz de schiste dans la vallée du Saint-Laurent et jusqu'à récemment avec les projets de

gazoducs et d'oléoducs, des comités citoyens se sont formés dans l'ensemble du Québec pour empêcher que celui-ci ne devienne une terre d'accueil pour l'industrie extractiviste des hydrocarbures. Aujourd'hui réunis au sein du Front commun pour la transition énergétique, ces comités citoyens constituent un acteur politique incontournable. Pour la transition sociale et écologique que nous envisageons, il faudra se mobiliser contre des tendances adverses.

Multiplier les formes d'implication politique

Les modalités d'engagement dans la vie politique et les projets collectifs sont multiples. Chacun-e d'entre nous peut prendre part à des activités selon les principes de l'intelligence collective. Chacun-e d'entre nous est engagé-e dans les décisions qui le-la concernent, et a une réelle influence sur celles-ci. Par exemple, l'École de la citoyenneté de la table de quartier d'Ahuntsic souhaite encourager les résident-e-s à prendre la parole et à défendre leurs intérêts citoyens, autour de deux enjeux : la sécurité alimentaire et le développement d'équipements collectifs. La politisation des citoyen-ne-s se généralise notamment grâce à la convergence des luttes sociales et écologiques, ce qui leur permet d'accepter les concessions et obligations qui sont inhérentes à ces luttes et de s'opposer aux injustices et à la destruction de l'environnement.

La participation publique dès l'enfance

Nous recevons une éducation à la vie politique, à la prise en charge des décisions qui nous concernent, dès notre plus jeune âge. Les enfants participent à des instances démocratiques au sein de leurs écoles ou dans des conseils municipaux des enfants. Ils ont une place pour mettre en œuvre des projets qui répondent à leurs besoins, pour participer à l'amélioration de leurs milieux de vie (école, quartier, etc.). On encourage la participation des jeunes par des incitatifs ludiques. On initie l'ensemble des citoyen-ne-s au concept de gouvernance grâce à des moyens simples et proches des gens. L'organisme Parole d'excluEs à Montréal-Nord accompagne des jeunes « gilets verts » qui militent pour l'environnement dans leur quartier. Les jeunes ont reçu des formations et se promènent à vélo dans leur quartier pour faire de la sensibilisation auprès des adultes sur la gestion des matières résiduelles et le respect de l'environnement. En 2020, ils ont participé à la marche de Montréal pour le climat, pour exprimer leurs préoccupations concernant les dérèglements climatiques et voir une de leur idole : Greta Thunberg. Un autre exemple est l'École d'été de l'INM, qui existe

depuis 2004. Il s'agit d'un espace pour que les jeunes de 18 à 35 ans puissent se mettre en action et se faire entendre sur différents enjeux de société, et exercent leur citoyenneté.

Promouvoir des modèles de démocratie participative
Au sein de nos instances, certaines décisions se prennent suivant les principes de la démocratie participative, ce qui permet un renforcement de la participation des citoyen-ne-s à la prise de décision politique. De nouvelles instances de décision à l'échelle du quartier sont créées pour stimuler la politisation des résident-e-s. Le programme Projets participatifs citoyens de Rosemont–La Petite-Patrie est un modèle de démocratie participative qui permet aux habitant-e-s de s'organiser en comités, de développer des idées, et de réaliser des projets locaux grâce à un budget participatif qui peut atteindre 10 000 \$. Les programmes de ce type seront de plus en plus nombreux parce que nous les réclamons à nos institutions locales.

Proximité des instances

Nous établissons une plus grande proximité entre les gouvernements et les citoyen-ne-s. Les élu-e-s prennent régulièrement le temps de consulter leur électorat avant de prendre une décision. Les citoyen-ne-s sont davantage informé-e-s des décisions qui sont prises et de l'impact de celles-ci sur le territoire. L'exemple des Assemblées de cuisine réalisées par Gabriel Nadeau-Dubois avant l'élection provinciale de 2018 s'inscrit dans cette idée. Il s'agit pour l'équipe du député de se rendre directement chez les gens pour aborder les sujets qui les intéressent et sur lequel ils veulent interpeler les candidats. Ce sont aux élu-e-s de venir rencontrer leur électorat et de leur donner du pouvoir, de l'influence. Cette pratique pourrait être plus courante et ne pas se limiter à la période de campagne électorale. Autre exemple, le candidat à la mairie de Rosemont–La Petite-Patrie a proposé en octobre 2021 de déplacer le conseil d'arrondissement pour l'amener dans des bibliothèques ou des maisons de la culture pour décloisonner le conseil d'arrondissement et ses instances afin d'être davantage à l'écoute de ses concitoyens (Bérubé-Lupien, 2021).

Co-construire des projets ensemble, s'inscrire dans des communautés de vision

Les projets réalisés dans nos milieux de vie se font en coconstruction entre les institutions publiques, les partenaires communautaires et les citoyen-ne-s. Cette coconstruction repose sur la mise en commun

des intérêts individuels et organisationnels et la poursuite d'objectifs communs. Nous formons ainsi des communautés de vision pour réfléchir et œuvrer ensemble au futur de nos milieux de vie, et de notre société. Nos idéaux devraient être bâtis à partir de la parole de tous et toutes, pour susciter une plus grande adhésion et ne pas « venir du haut ».

Le Plan d'aménagement du Nord-Est, mis en œuvre par l'Arrondissement de Montréal-Nord et la Table de quartier de Montréal-Nord, est un exemple de projet co-construit entre une institution publique et les acteurs locaux en cours de réalisation. Au travers de comités multipartenariaux et d'une variété d'activités participatives, les porteurs du projet s'assurent que les citoyen-ne-s peuvent prendre part aux décisions qui concernent l'aménagement de leur territoire.

Faire en sorte d'inclure tous les citoyens et toutes les citoyennes dans la représentation politique/publique

Nous visons une représentation équitable de la diversité de la population. Nos élu-e-s nous ressemblent et sont en mesure de comprendre les enjeux qui nous concernent. Nous souhaitons que la population soit représentée de façon équitable à travers les diverses instances gouvernementales et privées. Les personnes marginalisées ou opprimées sont également incluses

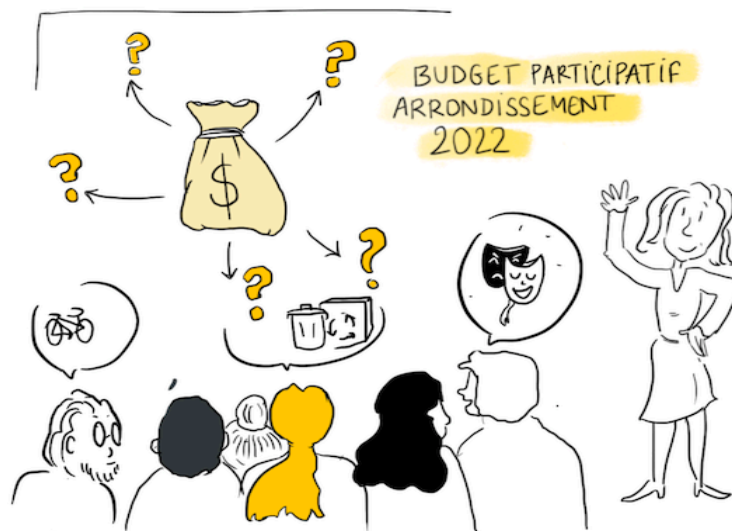
dans ces processus. De cette façon, les privilèges, incluant celui de prendre part aux prises de décisions et d'occuper des postes de pouvoir, sont partagés entre tout le monde.

Sources

Ogien, A. (2019). *La capacité politique des citoyen-ne-s*, Mélanges de la Casa de Velázquez. URL : <http://journals.openedition.org/mcv/9683>; DOI : <https://doi.org/10.4000/mcv.9683>

Bérubé-Lupien, E. (2021, 29 octobre). François Limoges: les citoyens au cœur de l'arrondissement. *Métro*. <https://journalmetro.com/local/rosemont-la-petite-patrie/2718815/projet-montreal-rosemont/>

Moyens
Le modèle de démocratie participative permet aux habitant-e-s de s'organiser en comités, de développer des idées et de réaliser des projets locaux grâce à un budget participatif.



Décolonisation et inclusion

Définition

Le terme de décolonisation fait référence à la déconstruction des rapports sociaux impérialistes et racistes inhérents au capitalisme occidental. Le processus de décolonisation individuel et collectif vise à remettre en question les rapports de domination qui perdurent entre les personnes dites « blanches » et les populations racialisées en fonction de leur couleur de peau, leurs origines ethniques et culturelles.

L'inclusion renvoie au fait de donner à chacun-e la possibilité de vivre et d'être accepté pour ce qu'il ou elle est, dans l'acceptation et la reconnaissance des différences. Elle implique de mettre en place les conditions pour lever les obstacles à la participation à la vie collective afin que chacun-e puisse y prendre part.

Une transition inclusive est une transition au sein de laquelle chacun-e peut prendre part équitablement à la hauteur de ses capacités. L'inclusion suppose que nous supprimions les obstacles qui nuisent à la participation de chacun-e aux différentes sphères de notre société.

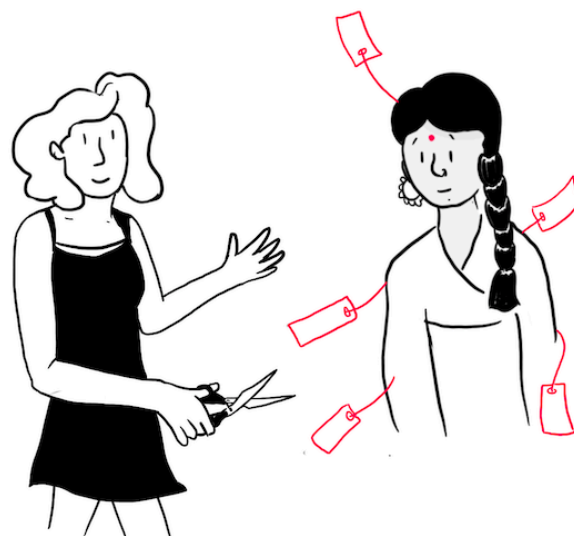
Ce qu'on déconstruit

La société actuelle est productrice d'inégalités sociales et de discriminations qui sont systémiques.



Déconstruction

La société actuelle est productrice de discriminations systémiques et nos biais conscients et inconscients continuent d'organiser le monde autour de l'exploitation des personnes marginalisées ou racialisées pour les tâches ingrates.



Définition

L'inclusion renvoie au fait de donner à chacun-e l'opportunité de vivre et d'être accepté-e pour ce qu'il ou elle est, sans étiquette.

On ne vit pas de la même façon selon notre origine sociale, notre genre, notre appartenance culturelle, notre couleur de peau ou nos caractéristiques physiques.

Le pouvoir et les richesses sont concentrés dans les mains d'une minorité. Les privilèges ne sont pas partagés et de ce fait une minorité de personnes prend des décisions dans une perspective de l'intérêt général qui peut être biaisée et qui vise surtout à la reproduction du système de privilèges. Plusieurs segments de la population se heurtent alors à ce qu'on appelle « le plafond de verre » : il est très difficile pour certain-e-s, voire impossible, d'accéder à la mobilité sociale. Pourtant, nous entretenons le mythe qu'il faut gravir les échelons de notre système pour atteindre la réussite et une certaine forme de bonheur. En faisant cela, nous réitérons un système qui génère de l'exclusion et de l'oppression, plutôt que de viser à sortir de cet « effet pyramidal ». Ce système repose sur plusieurs préjugés à l'égard de certaines personnes et communautés, que nous reproduisons parfois sans même en avoir conscience. Nous avons des biais conscients et inconscients qui nous conduisent collectivement à donner moins de valeur à certaines personnes. Ces mécanismes continuent d'organiser le monde et le système économique autour de l'exploitation des personnes moins nanties, vulnérables, marginalisées ou racialisées, au nord comme au sud,

pour réaliser les tâches et les métiers les plus difficiles et considérés comme ingrats. En plus de cela, l'idéologie politique ambiante tend à reproduire la peur et le rejet de l'autre, de l'étranger qui est présenté comme un envahisseur menaçant nos modes de vie. Les États-nations occidentaux cultivent le mythe que nos valeurs sont supérieures à celles des autres cultures, au nom de l'universalisme. Il en découle que les lois et les institutions sont souvent oppressives pour celles et ceux qui n'appartiennent pas à la communauté dominante.

Ce à quoi on aspire

Nous aspirons à un monde où les croyances et valeurs de chacun-e sont respectées et sont un terreau fertile à la construction d'idéaux communs portés par toutes et tous. Nous souhaitons construire un modèle social, économique et politique qui profite à tout le monde. C'est-à-dire que chacun-e y a une juste place, et a la garantie de s'y épanouir à hauteur de ses attentes et de manière équitable. Ce qui signifie un partage des privilèges entre tous et toutes et l'abolition de toutes formes de discrimination, d'exclusion et d'oppression.

Nous développons des liens avec toutes les personnes et communautés autour de nous et nous avons le

réflexe et le souhait d'aller à la découverte de l'Autre, surtout celui qui vit différemment de nous. Nous célébrons la diversité par l'écoute, l'acceptation et le partage, nous accueillons et valorisons les différences. Nous reconnaissons la coexistence possible entre des vies plurielles (préservation de la pluralité et diversité) et une universalité (équité et valeurs universelles). Nous nous sentons faire partie d'un tout formé par une multitude de communautés.

Comment on s'y rend

Reconnaître les oppressions et les biais qui les engendrent

Nous reconnaissons individuellement et collectivement les inégalités et déconstruisons nos préjugés. Pour cela, nous mettons en place des mécanismes permettant de reconnaître les oppressions et les inégalités systémiques vécues par les communautés opprimées en raison de leur couleur de peau, la communauté dont ils sont originaires, leur sexe ou leur genre, leur statut socioéconomique, etc. Nous mettons en place des groupes de parole et nous diffusons les témoignages des personnes opprimées. Nous faisons des études et des recherches visant à expliciter les biais et préjugés

Aspiration
Nous vivons dans une société
qui privilégie le partage,
l'ouverture et l'abolition de
mécanismes de discrimination.



qui engendrent ces oppressions (personnes racialisées, les femmes, les biais, les privilèges non partagés, etc.). De ce travail de déconstruction pourra partir une transformation de nos valeurs et une adhésion à de nouveaux idéaux collectifs.

Dans cet ordre de pensée, l'organisme autochtone Mikana œuvre à la reconnaissance des discriminations et du racisme subis par les Premières Nations et cherche à créer des ponts entre les communautés allochtones et autochtones. Mikana a réalisé un fascicule visant à déconstruire les préjugés vécus par les personnes autochtones et offre des formations sur les réalités autochtones. Ces formations et ateliers sont offerts notamment en milieu scolaire et universitaire, mais aussi au grand public.

Convergence des luttes

Le lien se fait entre les mouvements sociaux et environnementaux, et entre les communautés locales et les organismes communautaires. Les inégalités qui sont révélées dans notre société rendent la transition nécessaire et incontournable. Nous reconnaissons nos interconnexions, et nous observons une interdépendance des combats. Par exemple, le Réseau québécois des groupes écologistes a amorcé un processus de décolonisation, qui mène à remettre en question les biais occidentaux dans les luttes écologistes, et à concrétiser une alliance avec les écologistes autochtones (RQGE, s.d.). À Rosemont–La Petite-Patrie, Solon travaille de concert avec la Table de concertation logement et aménagement de La Petite-Patrie pour permettre un accès au logement inclusif et accessible, afin que chaque personne puisse trouver sa place et œuvrer ensemble à la transition (Solon, 2021).

Se donner du temps

Être dans une posture ouverte, connaître l'autre, comprendre sa réalité, demande du temps. Nous sommes dans une société qui se permet de se donner ce temps-là, notamment dans la mise en œuvre de projets et de processus, afin d'être le plus inclusif possible.

Encourager la diversité culturelle, générationnelle, sociale...

Nous recherchons le plus possible la diversité, elle est encouragée afin que tout le monde se sente le ou la bienvenu-e. Nous célébrons à la fois la diversité et l'universalité. Il y a une place pour chacun-e dans les

processus, par exemple les personnes marginalisées sont incluses dans les processus de participation citoyenne et de réflexion. Adopter une posture d'ouverture est naturel pour chacun-e : comprendre les différences, aller vers l'autre, user de compassion, s'écouter, se nourrir de l'autre, s'entraider. Nous nous intéressons au point de vue des autres, et cherchons à créer du lien entre personnes de différents milieux. Nous comprenons les contraintes liées à chacun-e (exemple, pour les personnes issues de l'immigration) et acceptons que nous soyons différent-e-s. Des espaces pour permettre cette compréhension et cette communication sont créés, afin d'y accepter l'autre et de pouvoir revoir nos façons de nous considérer.

Une façon de faire est de créer des lieux rassembleurs, reliés les uns aux autres, comme un lieu de rassemblement communautaire, ou un foyer communautaire, qui soit ouvert à tout le monde. Chacun-e peut contribuer à des projets collectifs initiés ou soutenus par ces lieux, les gens peuvent collaborer et s'organiser ensemble. Les projets sont soutenus par une charte de participation inclusive pour s'assurer de former chaque nouvelle personne et que le projet reste inclusif.

...et créer une communauté sensibilisée et concernée par les enjeux d'inclusion et de justice sociale

Tout d'abord, chaque habitant-e est sensibilisé-e et se sent concerné-e par la reconnaissance territoriale (pour attester de la présence historique et actuelle des peuples autochtones). Chaque communauté développe une vigilance quant à l'équité socioenvironnementale. Des balises concrètes et partagées définissent, pour notre territoire et notre communauté particulière, ce qui est admissible pour notre communauté et ce qui ne l'est pas. Les espaces et ressources sont répartis de façon locale, équitable et égale. Des groupes locaux inclusifs mènent les réflexions sur un territoire donné, afin d'expérimenter des actions concertées.

Le partage est favorisé à travers la communauté, et toutes les personnes présentes sur le territoire peuvent participer aux projets locaux, bénéficier des différentes formes de partage, etc.

Promouvoir un mode de vie adapté pour chacun-e

Nous mettons en œuvre un accompagnement de type « co-développement » festif pour que chacun-e puisse adapter son mode de vie à ses besoins réels. Nous construisons et listons les outils concrets et faciles à utiliser pour soutenir notre processus personnel de réflexion et de transition. Nous identifions les critères individuels de zone de confort et de « safe space ». Nous



Moyens

Nous diffusons des témoignages d'injustices. Les personnes autochtones enseignent à d'autres des éléments fondamentaux de leur culture.

apprenons ensemble à avoir confiance en nous-mêmes et dans les autres. Nous déconstruisons ensemble nos propres barrières et freins au changement. Nous promovons ce travail de transition individuelle par des capsules, des articles ou des événements mettant en avant les différentes personnes ayant fait ou étant en cours de transition et faisant rayonner d'autres manières de vivre et ainsi sécuriser celles et ceux qui auraient peur de faire ce travail.

Équité au travail/juste reconnaissance pour le travail

Les diplômés sont reconnus et les emplois sont accessibles. Les salaires sont équitables, et nous payons le travail à son juste prix. Le travail est également partagé en matière de pénibilité. Nous reconnaissons le rôle essentiel de certaines personnes, souvent issues de l'immigration, dans les services sociaux et à la personne et leur apport dans la communauté et la société.

Éducation et sensibilisation

Les citoyens et citoyennes sont formés sur les enjeux liés à l'inclusion, la diversité et l'équité. Que ce soit dès la garderie, dans les milieux de travail, ou lors d'activités citoyennes.

Sources

RQGE. (s.d.). *Décolonisons!* <https://rqge.qc.ca/dossiers/decolonisation/>

Solon. (2021, 24 février). *Rosepatricie : Crise du logement et transition, comment on peut agir?* <https://www.passerelles.quebec/publication/2021/rosepatricie-crise-du-logement-et-transition-comment-peut-agir>